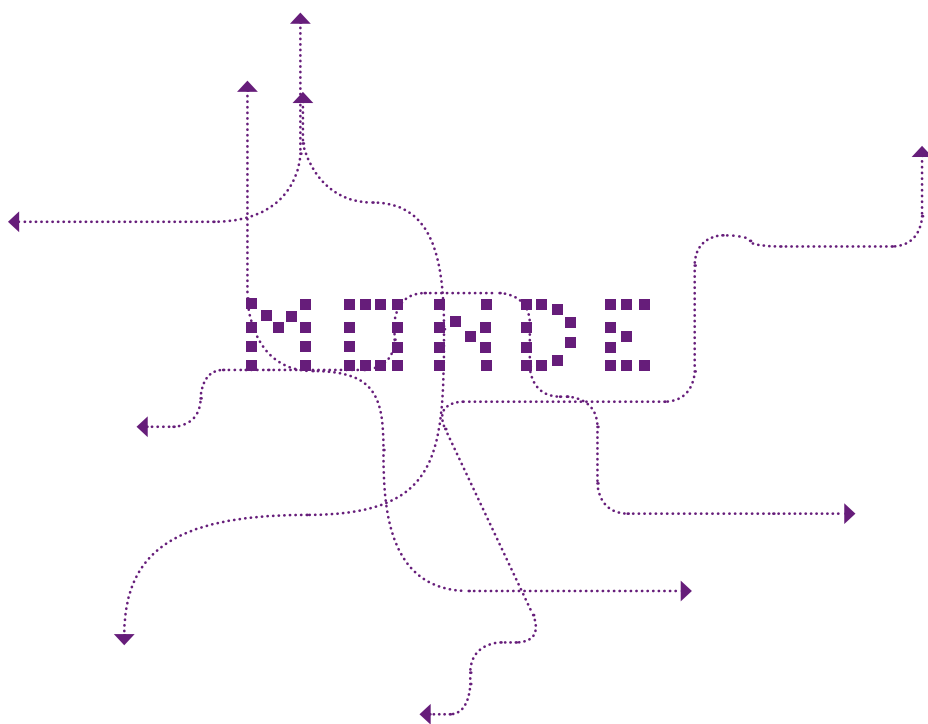


DES FORMATIONS  
AU JOURNALISME  
A TRAVERS LE MONDE

AMÉRIQUE DU NORD • BRÉSIL  
CHINE • ITALIE • MAGHREB

Collectif

juillet 2009





## TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Amérique du Nord	5
La nécessaire formation à la rigueur Colette Brin et Anne-Marie Brunelle	
Brésil	13
L'influence de l'autoritarisme puis du marché Antonio Martins	
Chine	21
Autant d'étudiants que de journalistes en exercice Agnès Gaudu	
Italie	29
Former sur le tas versus former à l'université Luca Garosi	
Maghreb	35
Entre définitions du métier et formations inadaptées Rim Mathlouti	
Biographie des auteurs	41



## INTRODUCTION

Les formations au journalisme dans les cinq pays ou régions du monde choisis pour ce livret, sont très variées, en terme de durées, d'objectifs, de recrutement, de moyens, de diplômes ou de contenus. Elles illustrent la diversité des situations professionnelles auxquelles sont confrontés les journalistes quand ils s'engagent dans cette profession, ainsi que les problématiques nationales qui font débat.

Partout cependant, le métier d'informer est ré-interrogé. Après ses errements et ses erreurs, le développement des nouvelles technologies, la mutation des modèles économiques et politiques des médias, le besoin d'information toujours davantage exprimé par un public qui se met lui-même à produire... l'apprentissage du métier de journaliste est un enjeu fondamental et dynamique de soutien à la démocratie.

Et ce, partout dans le monde.

Les articles de ce livret ont été rédigés par des journalistes et chercheurs en journalisme, militants ou observateurs. Nous avons joué le jeu de la diversité de structure ou de point de vue, de ton comme d'écriture.

L'Amérique du nord doit relever le défi lancé à ses médias : retrouver leur crédibilité. Aux Etats-Unis, télévisions, radios et presse écrite ont été largement critiqués pour leur «dépendance et asservissement» au gouvernement après les attentats du 11 septembre 2001. Il s'agit pour les journalistes de se remettre au travail sur la base d'un retour aux valeurs fondamentales, à l'éthique et à la rigueur professionnelle. On retrouve cette volonté dans la préparation au métier, comme le montrent Colette Brin et Anne-Marie Brunelle.

En Amérique du Sud, le Brésil fait figure de proue dans ce sous-continent où l'alliance internationale de journalistes a développé un pôle actif dont les membres sont à l'origine d'initiatives innovantes pour la promotion de «médias délivrés d'une historique mainmise politique ou économique». Cette recherche d'indépendance de la presse implique de repenser la formation au journalisme dans ce pays jeune et plein d'énergie. Antonio Martins est au coeur de ces luttes.

La Chine est aujourd'hui incontournable pour qui observe le monde des médias. Celui-ci est en pleine mutation dans une société où la presse traditionnelle et l'information en ligne connaissent une expansion démesurée. Pour y répondre, ce gigantesque pays multiplie la création de centres de formation au journalisme. Agnès Gaudu questionne cette prolifération.

En Europe, l'Italie a retenu notre attention puisque « l'accès au métier » semble rester une éternelle question d'actualité. Luca Garosi nous expose à la fois une situation où les éditeurs de presse sont les seuls à décider de qui peut ou ne peut pas

devenir journaliste, ainsi que les dernières avancées de l'apprentissage du métier à l'université.

Aux portes de l'Afrique enfin, il reste beaucoup à faire dans les cinq pays du Maghreb. Avant de parler de formation au journalisme, encore faudrait-il avoir préalablement reconnue cette profession. Rim Mathlouti tente de cerner le profil de ces apprentissages directement liés, là encore, aux régimes politiques en place et à leurs relations de dépendance, souvent complexes, avec les pays tiers.

Ce livret ne prétend pas attribuer de bons ou de mauvais points dans l'apprentissage du journalisme.

Il entend en revanche resserrer les liens communs à une même profession, qu'elle soit exercée à Pise, Tunis, Shanghaï, Bahia, Boston ou Montréal. Alors que le secteur cherche à s'inventer un avenir et que le futur sera en bonne partie dessiné par les jeunes professionnels, il nous est simplement apparu intéressant d'aller voir «ailleurs».

Un grand merci aux auteurs.

Manola Gardez  
Alliance internationale de journalistes

## AMÉRIQUE DU NORD

### FACE À L'AVENIR INCERTAIN DU JOURNALISME, LA NÉCESSAIRE FORMATION À LA RIGUEUR<sup>1</sup>

par Colette Brin et Anne-Marie Brunelle

Depuis leurs débuts, les écoles de journalisme nord-américaines réfléchissent sur le contenu d'une formation marquée par la tension classique entre conceptions « artisanale » et « intellectuelle » du journalisme. Ces débats se traduisent notamment par les parts accordées à l'apprentissage pratique et à l'élaboration d'une pensée critique nécessaire à l'exercice du métier. Aujourd'hui, le déclin des médias conventionnels, l'émergence de pratiques journalistiques hybrides et la relative perte de crédibilité des journalistes et des médias alimentent les débats sur l'enseignement d'un métier en pleine évolution, débats qui se manifestent désormais, eux aussi, sur le Web.

Au coeur de cette réflexion, une question : qu'attendra-t-on du journaliste au XXI<sup>e</sup> siècle ? Depuis les débuts de la presse, le journalisme s'est transformé sans cesse. Issu d'une presse de combat où règne l'opinion, il est devenu plus objectif avec l'émergence des news et des médias de masse. Les innovations technologiques ont permis une rapidité de diffusion toujours plus importante d'où émergent les actuelles pressions du direct et des chaînes d'information continue. Les supports se multiplient ; les relations avec les sources, tout comme avec le public, se transforment. N'ayant plus le même besoin du journaliste pour se faire connaître ou pour s'informer, les moyens de « contournement » des médias traditionnels augmentent et se démocratisent, notamment par l'attrait important du « journalisme citoyen » dont les paramètres sont encore à définir, comme en témoignent les visions totalement opposées de ses détracteurs (Keen, 2007) et de ses défenseurs (Gillmor, 2004).

D'autre part, les médias connaissent aussi des transformations majeures, tant au plan de leur modèle économique qu'à celui de leurs exigences envers leurs employés. Que faut-il alors enseigner aux futurs journalistes ? Comment s'assurer que le diplômé en journalisme se distingue d'un simple exécutant par ses capacités d'analyse et sa rigueur intellectuelle dans un contexte où leurs futurs employeurs n'en demandent pas tant ?

« *J'ai le sentiment que ce que j'enseigne à mes étudiants en journalisme leur sera aussi utile que le sanskrit à la fin de leurs études* », soupire un enseignant dans un message adressé au blogueur Cary Tennis, publié sur le site américain salon.com. La boutade illustre la majorité des inquiétudes et des questionnements qui

---

1 On retrouvera une partie des réflexions abordées dans ce texte dans Brin, Colette, 2008, « La formation des journalistes en Amérique », MédiaMorphoses n°24, p. 21-26.

alimentent les nombreux sites et blogs consacrés à l'enseignement du journalisme en Amérique du Nord. Certains observateurs parlent même de crises existentielles au sein des écoles de journalisme. Cary Tennis répond à cet enseignant inquiet que, selon lui, les étudiants trouveront les nouvelles voies pour diffuser une information juste. Il le convie à continuer à enseigner « à trouver ce qui est vrai, ce qui est caché, ce qui est important et à expliquer clairement les enjeux ». Ainsi, la plupart des intervenants proposent de maintenir le cap sur les « bases » du journalisme, sur la culture générale, l'éthique et la déontologie, malgré les pressions importantes sur les conditions de pratique quotidiennes et les exigences des patrons de presse en terme de rapidité et d'adaptation des journalistes aux nouvelles réalités technologiques.

### Pourquoi étudier le journalisme à l'université ?

Les premières formations universitaires en journalisme remontent au début du XXe siècle aux États-Unis, à l'après-guerre au Canada anglais, et à la fin des années 1960 au Québec. Au sein des universités, le journalisme a jusqu'à récemment bénéficié – ou souffert – d'un statut particulier en tant que programme de formation professionnelle, comme le souligne notamment Florian Sauvageau (2003). Depuis le début des années 1990, la pression d'intégrer le giron universitaire, notamment par l'entremise de la recherche, s'est faite de plus en plus forte. Des programmes ont été mis sous tutelle, voire menacés de fermeture, aux États-Unis comme au Canada (Johansen et Dornan, 2003).

Parmi les difficultés rencontrées, les écoles de journalisme sont confrontées au fait que les employeurs ne considèrent pas la formation spécialisée comme un passage obligé pour accéder au métier. Si plusieurs en reconnaissent l'utilité, d'autres disent craindre l'effet de moule des formations spécialisées ou évoquent l'insuffisance des études en journalisme pour assurer une bonne culture générale<sup>2</sup>. En outre, depuis que ces écoles existent, des critiques se demandent s'il ne faudrait pas carrément les abolir, puisque les meilleurs journalistes ne les ont généralement pas fréquentées<sup>3</sup>. Ces propos font écho aux réflexions qui animent les j-schools nord-américaines depuis plusieurs décennies. L'absence d'un consensus sur le contenu des programmes en journalisme, voire sur leur nécessité, renvoie par ailleurs à l'éternel débat sur le statut professionnel, traditionnellement considéré comme incompatible avec l'ouverture nécessaire à une pratique démocratique<sup>4</sup>.

---

2 Bill Kovach, dans « Project for Excellence in Journalism », recommande le parcours suivant, assez classique : formation générale universitaire, études en journalisme au 2e cycle, apprentissage « sur le tas » par les médias étudiants et locaux (Kovach, 2006).

3 La majorité des récipiendaires d'un prix Pulitzer (59% en presse écrite et 75% pour l'audiovisuel) n'ont jamais étudié le journalisme, rapporte Betty Medsger (2002).

4 Glasser (2002) souligne qu'au même titre, il ne serait pas envisageable d'exiger des élus qu'ils détiennent un diplôme en sciences politiques.



Pour plusieurs cependant, comme l'écrit un professeur canadien sur le site J-Source, l'époque mythique du journaliste sans diplôme qui devient célèbre par sa ténacité, voire son obstination, et la qualité de sa plume est révolue (Washburn, 2009). Selon cette conception, il en va de la crédibilité même de la profession journalistique et de son rôle social unique en démocratie.

## Les écoles de journalisme

L'absence de reconnaissance formelle du diplôme en journalisme par le milieu professionnel, les perspectives d'emploi incertaines et la multiplication des critiques à l'égard des médias ne semblent pas toutefois rebuter les étudiants qui continuent de s'inscrire en grand nombre dans les écoles de journalisme aux États-Unis et au Canada. L'Université Columbia a vu ses demandes d'admission augmenter de 40 % en 2008, alors que celle du Maryland a connu une augmentation de 25 % (Khriel, 2009).

Ces écoles, implantées dans les universités et les collèges (cégeps)<sup>5</sup>, sont pour la plupart intégrées à des départements de communication ou de Media Studies. Pour attirer les étudiants, elles misent sur l'attrait du métier et sur leur propre notoriété qui s'appuie principalement sur leur réputation institutionnelle, mais aussi sur des aspects plus concrets, notamment la sélection plus ou moins serrée des étudiants, les relations des professeurs - généralement ex-journalistes - avec le milieu, le contenu des cours, les équipements de production et le parcours professionnel des diplômés. Le cursus typique comprend un ensemble plus ou moins important de cours pratiques, visant à simuler autant que possible la réalité du métier par la diffusion de la production étudiante à l'aide d'un journal-école, une radio de campus, une télévision communautaire, un magazine ou, plus récemment, un site web.

Dans son édition de mars 2008, le magazine professionnel québécois Trente rapporte que la formation pratique dispensée par les cégeps est globalement appréciée, tant par les diplômés que les employeurs, tandis que les programmes universitaires sont décrits comme peu exigeants et mal adaptés aux réalités du métier. De leur côté, les professeurs déplorent les contraintes administratives et financières qui freinent toute velléité d'innovation, de même que les faiblesses de bon nombre d'étudiants quant aux compétences rédactionnelles et aux connaissances préalables.

Les universités, collèges et écoles privées nord-américaines proposent des formations de premier ou de deuxième cycle dont la longueur varie d'un à quatre ans. Certaines associations proposent aussi des stages professionnels de perfectionnement. Les frais d'études en journalisme sont globalement moins élevés au Canada

---

5 Établissements postsecondaires offrant des programmes de formation technique et, dans certains cas, préuniversitaires. C'est le cas notamment des cégeps (collèges d'enseignement général et professionnel) au Québec.

qu'aux États-Unis. Au Québec en particulier, où la philanthropie est peu développée, les programmes d'enseignement sont financés essentiellement par les deniers publics. Partout à travers l'Amérique du Nord, les projets de partenariat de l'université avec le secteur privé se développent, mais ils soulèvent la controverse. Au Canada, des groupes de médias comme Rogers, CTVglobemedia et Irving ont commandité de nouveaux bâtiments, des chaires de recherche et des activités de formation ponctuelle. Il existe aussi une Fondation pour le journalisme canadien, mais son budget annuel de moins de 500 000 \$ est sans commune mesure avec les dizaines de millions en USD des Poynter, Pew et autres Knight Foundation chez nos voisins du Sud.

### Des perspectives professionnelles incertaines

Pour répondre au mieux aux besoins des étudiants et de l'industrie, la formation en journalisme se diversifie : l'apprenti journaliste peut choisir un programme de base (collégial, premier cycle universitaire, ou une combinaison des deux) qui le mènera à un stage et éventuellement un poste de rédacteur ou de reporter dans un média local. Les quotidiens gratuits, les sites Web et le journalisme multimédia apparaissent comme des secteurs d'embauche en croissance pour les récents diplômés. D'autres opteront pour des études spécialisées, dans l'espoir de décrocher un emploi plus stimulant intellectuellement et de meilleures conditions matérielles.

Plusieurs se lanceront dans la pige magazine, où le journalisme de service a désormais la cote, ainsi que quelques secteurs plus « sérieux » comme l'économie et la science. D'autres collaboreront bénévolement à une initiative de « journalisme citoyen », dans l'espoir d'être recrutés par une entreprise de presse, ou caressant le rêve de rentabiliser leur propre site web. Mais la concurrence est forte et les succès sont encore rares. Bref, même pour les candidats les plus talentueux et les plus débrouillards, une formation en journalisme est loin de garantir la réussite professionnelle.

À l'automne 2007, les perspectives d'emploi en journalisme étaient encore jugées « acceptables », du moins au Québec (Emploi Avenir Québec, 2007), en raison d'un taux de roulement élevé et de départs prévisibles à la retraite. Toutefois, les récentes annonces de compressions dans la presse écrite et électronique risquent d'influencer à la baisse ces perspectives. La situation serait plus difficile pour les diplômés au collégial de cette province, qui s'orientent d'ailleurs en grand nombre vers une formation universitaire. Toutefois, même parmi les détenteurs d'un diplôme universitaire (1er et 2e cycle confondus), moins de 20 % travaillent comme journalistes, un an et demi après avoir terminé leurs études. Comme ailleurs en Occident, le marché de l'emploi en journalisme est marqué par une forte précarité qui tend à s'étendre sur plusieurs années, ayant raison de la patience - et du portefeuille - de bon nombre de jeunes travailleurs. Selon l'étude annuelle des diplômés en journalisme américains de Becker (citée par Vaina, 2006), leur revenu annuel médian est de 30 000 \$, soit

légèrement plus faible que les détenteurs d'un diplôme général (liberal arts degree) et nettement inférieur à ceux des diplômés en marketing, en finance, en informatique ou en économie.

## L'affaire Columbia

Une anecdote récente, appelons-la «l'affaire Columbia», illustre bien les défis actuels de la formation sur plusieurs plans. Elle débute en 2002 par la décision du président de l'Université Columbia, Lee Bollinger, de suspendre le processus de nomination du doyen de la prestigieuse Graduate School of Journalism et de constituer un groupe de réflexion sur l'enseignement du journalisme. Il souhaite réanimer le projet initial du célèbre magnat de la presse Joseph Pulitzer, mécène fondateur de l'école, c'est-à-dire de donner au journalisme les attributs intellectuels d'une profession en permettant aux étudiants de parfaire leurs connaissances dans une variété de disciplines : statistique, économie, histoire, politique... Selon le président de l'Université Columbia, les études en journalisme doivent nourrir toute une carrière, et non seulement préparer l'entrée dans le métier.

Journaliste respecté et auteur de plusieurs ouvrages à caractère historique, Nicholas Lemann sera nommé doyen et chargé de mener à terme la réforme, qui aboutira finalement à la création d'un deuxième Master de «culture intellectuelle», offert parallèlement au programme existant, essentiellement axé sur la pratique.

Bien malgré lui, le doyen Lemann sera à l'origine de l'affaire Columbia. En début d'année 2008, il transmet par erreur à ses étudiants, en pièce jointe à un courriel, un texte d'auto-évaluation et de réflexion critique sur l'avenir du programme destiné à la direction de l'Université. Il constate avec un certain regret le succès du modèle de l'Université du Missouri, institution publique offrant un programme de premier cycle, axé presque entièrement sur la formation pratique, comparativement à l'élitiste Columbia, qui enseigne le journalisme au 2e cycle seulement. Soulignons que l'Université du Missouri héberge la doyenne des écoles de journalisme américaines, fondée en 1908, alors que celle de Columbia, université privée, a vu le jour quatre ans plus tard. Celle-ci s'appuie d'ailleurs encore aujourd'hui sur une tradition de mécénat bien établie aux États-Unis. Le document est diffusé par la suite sur plusieurs blogues et sites Web<sup>6</sup>, soulevant au passage quelques railleries (Nolan, 2008), mais aussi des commentaires un peu plus constructifs (Jarvis, 2008).

En plus de signaler les aléas du web participatif et la rapidité de diffusion des informations, cette anecdote témoigne de la perte d'autorité des institutions traditionnelles - en l'occurrence, l'université et le journalisme pratiqué dans les médias

---

6 On peut lire le texte intégral sur Poynter Online (2008).

conventionnels - qui semblent parfois dépassées par les nouveaux modes de communication<sup>7</sup>. Enfin, l'incident soulève des interrogations sur la possibilité d'une réflexion constructive et substantielle sur l'enseignement du journalisme qui puisse se développer à l'extérieur du cadre des exigences de l'industrie.

Depuis, le doyen Lemann semble toujours aussi attaché à son projet de réforme du programme de journalisme, mais il reconnaît que ses efforts butent sur la culture organisationnelle de l'école. Un conflit - qu'on ne peut simplement résumer comme opposant les « anciens » et les « nouveaux » - persiste entre les tenants d'un enseignement axé principalement sur les réalités techniques de la pratique du métier et les besoins d'un marché des médias en mutation et les autres selon lesquels la formation doit s'appuyer sur les principes du journalisme responsable.

Mike Gasher (2005), ex-journaliste et directeur du département de journalisme à l'Université Concordia à Montréal, dénonce pour sa part ce qu'il considère comme une fausse dichotomie entre théorie et pratique. Au contraire, croit-il, l'enseignement du journalisme doit se nourrir davantage de recherche et de théorie fondamentales. Selon Gasher, la tâche professorale conforme à la mission universitaire (recherche, enseignement, service à la collectivité) est plus compatible avec les objectifs de service public du journalisme qu'une relation de proximité avec l'industrie des médias, laquelle, à son avis, s'est détournée de sa mission d'information pour se consacrer essentiellement à la finalité marchande. Il rappelle à cet égard les propos d'intellectuels nord-américains comme James Carey (1978), Stuart Adam (2001) et Barbie Zelizer (1994), qui ont tous plaidé pour un rapprochement de l'enseignement du journalisme et de la mission universitaire<sup>8</sup>.

### À qui confier la formation ?

Ces débats ne portent pas que sur le contenu de la formation universitaire en journalisme mais aussi sur la constitution du corps professoral. Le rapport *Winds of Change*, vaste étude des écoles de journalisme américaines commandée par le Freedom Forum<sup>9</sup> (Medsger, 1996), fait état d'un malaise généralisé parmi les professeurs. Parmi les préoccupations évoquées, la cohabitation parfois inconfortable du journalisme et de la communication, mais aussi l'exigence d'embaucher des chercheurs plutôt que des praticiens d'expérience. Les journalistes sans doctorat,

---

7 Une exception notable : Jay Rosen, professeur à NYU, dont la réflexion originale sur le rapport entre presse et public s'est articulée, à la fin des années 1980, autour des expériences de journalisme public (ou civique). En plus d'alimenter régulièrement un blogue, PressThink, il anime actuellement des projets de journalisme citoyen et collaboratif.

8 Stephen Reese (1999) défend une position analogue aux États-Unis; pour sa part, Isabel Macdonald (2006) récuse la solution d'une « professionnalisation » de la formation, qui exclurait l'analyse critique – essentielle à son avis – des facteurs structurels et économiques qui pèsent sur le journalisme.

9 Fondation privée financée notamment par la chaîne de journaux Gannett.

exclus de la structure décisionnelle et non admissibles aux subventions de recherche, seraient ainsi relégués à des statuts d'enseignants précaires, contractuels ou à temps partiel. Le rapport propose des solutions, notamment la reconnaissance formelle, par les universités, des réalisations journalistiques d'envergure au même titre que les productions en recherche scientifique.

Le débat soulevé par *Winds of Change* et «l'affaire Columbia» a amené plusieurs écoles de journalisme en Amérique du Nord à revoir leur cursus, ainsi que leurs critères d'embauche et de promotion. Elles comptent en effet de plus en plus de «profils hybrides», journalistes ayant poursuivi des études supérieures et intéressés à développer des travaux de recherche sur l'un ou l'autre aspect de la pratique. Certaines universités offrent des Masters spécialisés, combinant une formation professionnelle avancée à des cours dans une discipline choisie (droit, politique, économie, sciences pures ou appliquées). C'est le cas de l'Université de la Colombie-Britannique, dont l'école a été créée en 1998.

## Tendances et propositions

Les responsables de la formation partagent globalement le constat d'une nécessaire adaptation de la formation aux nouvelles réalités. De nouveaux cours s'ajoutent au cursus conventionnel, axés sur la recherche et la validation de l'information, notamment sur Internet ; l'écriture magazine dans ses aspects tant rédactionnels qu'entrepreneux, celle-ci étant surtout le lot de pigistes ; le journalisme visuel ; la gestion et l'économie des médias ; ainsi que des séminaires et ateliers sur des thématiques d'actualité comme le journalisme de guerre ou le traitement médiatique de l'immigration et de la diversité culturelle.

Une autre tendance forte se dessine, particulièrement aux États-Unis : la formation continue pour aider les journalistes à s'adapter aux transformations rapides du métier. Le Poynter Institute offre des ateliers clé en main aux rédactions américaines, ainsi qu'une multitude de cours et de conseils pratiques par l'entremise de son «université virtuelle» en ligne, NewsU. Le Nieman Journalism Lab propose un espace de réflexion dynamique tant sur les transformations du journalisme, les impacts de l'ère du Web sur la qualité de l'information que sur la conception de nouveaux modèles d'affaires pour les médias<sup>10</sup>. Au Canada, le site bilingue J-Source/ProjetJ.ca s'est donné une mission similaire, quoique plus modeste<sup>11</sup>.

Les réformes des programmes passent désormais par un «virage technologique» se limitant parfois à enseigner le journalisme multimédia, à l'instar des stratégies de convergence de l'industrie. Un tel effort d'innovation dans l'enseignement suppose

10 <http://www.niemanlab.org/>

11 <http://www.projetj.ca>

des investissements matériels et techniques considérables, qu'il faudra régulièrement renouveler ; ces cours doivent nécessairement être accompagnés d'une réflexion critique. Un professeur américain (Aumente, 2007) compare ce défi pédagogique à la formation de pilotes pour des appareils encore au stade de prototypes, dans une industrie en pleine transformation.

Par ailleurs, les réflexions sur l'enseignement du journalisme ne sauraient être efficaces si elles ne se déroulent qu'entre les murs des institutions universitaires. À cet égard, la contribution et les échanges des universités avec les fondations, les centres de recherche, les associations professionnelles et les initiatives récentes de journalisme sans but lucratif sont nécessaires et devraient être encouragés. Enfin, des efforts d'éducation aux médias auprès des citoyens représentent certainement une clé importante dans la revalorisation générale du journalisme en tant que métier spécifique, de ses valeurs et de son rôle unique en démocratie quels que soient les supports sur lesquels il s'exercera.

## BRÉSIL

### L'INFLUENCE DE L'AUTORITARISME PUIS DU MARCHÉ

par Antonio Martins  
traduction : Pauline Alphen

En novembre 2008, le ministère de l'Éducation du Brésil (MEC) a lancé un processus de révision de la formation des journalistes. Une commission de huit spécialistes fut chargée de présenter - à partir de sa propre expérience et de consultations publiques auprès de professionnels, de professeurs, d'étudiants et de représentants de la société civile - une proposition de modification des cursus en vigueur depuis des décennies. Au moment de la rédaction de cet article, en mai 2009, les travaux sont en cours.

Les réactions à cette initiative vont du scepticisme à l'espoir, peut-être à cause des contradictions évidentes qui émaillent l'enseignement du journalisme au Brésil. À première vue, le système fonctionne très bien. Il compte 546 formations fréquentées annuellement par environ 30 000 élèves, formés par près de 7 000 professionnels<sup>12</sup>. Sa croissance est vertigineuse: le nombre de centres de formation en journalisme a quasiment doublé en moins de dix ans (ils étaient 260 en 2000).

Parmi ces formations, 463 (84,7 %) sont privées, ce qui révèle l'existence d'une «industrie» de la formation en plein essor. Une bonne partie des étudiants trouve un emploi sur un marché du travail boosté par un niveau d'éducation de la population en permanente progression et par la présence toujours plus importante de la communication dans les relations sociales. La production académique brésilienne dans ce secteur est intense et originale.

Néanmoins, un regard plus attentif montre que cette évolution apparemment exubérante repose sur des bases très vulnérables. Ces dernières années, la formation des journalistes au Brésil a révélé au moins trois graves faiblesses.

- Elle ne propose pas aux futurs professionnels de *formation humaniste* qui leur permettrait de comprendre les enjeux complexes, ce qui engendre des couvertures médiatiques plutôt superficielles et facilite la manipulation des informations.
- Elle ne débat pas en profondeur des aspects éthiques liés à la production de l'information, multipliant ainsi le risque d'atteinte aux droits des individus ou des groupes sociaux.

---

12 (ndlt : Il faut savoir qu'au Brésil il n'y a pas de différence entre communication et journalisme.) La branche la plus importante de la communication sociale inclut des formations telles que publicité, relations publiques, radio et télévision, cinéma etc. Parmi les 83 carrières universitaires décrites par le MEC, elle était en 2007, la cinquième en nombre d'étudiants, après gestion, droit, pédagogie et ingénierie. Source : Recensement de l'Éducation Supérieure, MEC.

- Enfin, elle établit une scission artificielle entre la théorie et la pratique du journalisme, en diplômant des étudiants, certes ravis de manipuler appareils et technologies mais ne dominant pas les concepts et les langages, et qui peuvent donc devenir des critiques acerbes incapables de produire une communication transformatrice.

Ces faiblesses sont régulièrement analysées par de nombreux travaux académiques. Les échos de ces mouvements ont eu des répercussions sur le système universitaire lui-même. Bien avant la convocation lancée par le ministère de la Culture, certaines écoles avaient enclenché des processus de révision des cursus. Des organisations de la société civile ont en effet commencé à exiger de façon explicite le respect des principes éthiques<sup>13</sup>. Des projets alternatifs de formation ont vu le jour dans tout le pays. Tournés principalement vers la création et la diffusion de médias horizontaux et «partagés», ces projets ont atteint de très bons résultats, y compris dans des régions reculées.

### Histoire : les deux crises de croissance et les marques qu'elles ont laissées

Au-delà de quelques initiatives isolées au début du XXe siècle<sup>14</sup>, la création au Brésil d'institutions reconnues pour la formation des journalistes ne débute véritablement qu'en 1947. Quatre ans auparavant, Cásper Libero, fondateur et propriétaire de journaux, a suivi l'exemple du nordaméricain Joseph Pulitzer, en léguant sa fortune à une fondation chargée d'organiser une formation qui mettrait l'accent sur les études littéraires, juridiques et éthiques.

Depuis, la croissance du secteur de la «communication sociale» dans l'enseignement supérieur brésilien a connu deux grands cycles.

Le premier a accompagné le processus d'urbanisation et d'industrialisation du pays, de la deuxième guerre mondiale au début des années 80. Il est marqué par les injonctions idéologiques de la guerre froide et, après 1964, par l'instauration d'une dictature militaire ploutocratique.

En 1948, lors de sa première session extraordinaire à Paris, l'Unesco décide de stimuler la création d'écoles de journalisme dans les pays en voie de développement. En Amérique Latine, cette directive aboutira à la constitution en 1960, du Centre International d'Études Supérieures de Journalisme (Ciespal) dont le siège est à Quito. Les gouvernements militaires brésiliens ont alors encouragé la multiplication des cours de journalisme et de communication... avant de tenter de les instrumentaliser. L'enjeu était de taille : obtenir

13 Parmi diverses initiatives, nous soulignons celles de l'Alliance Internationale de Journalistes (<http://www.alliance-journalistes.net>), de Articulation Femme et Médias ([www.mulheremidia.org.br](http://www.mulheremidia.org.br)), et de l'Observatoire du Droit à la Communication ([www.direitoacomunicacao.org.br](http://www.direitoacomunicacao.org.br)).

14 En 1908, année de la fondation de l'Association Brésilienne de la Presse (ABI), son président, Gustavo de Lacerda, propose la création d'une école pour former les reporters. À partir de 1935, le grand éducateur Anísio Teixeira est chargé de créer l'Université du District Fédéral de Rio de Janeiro. Il met alors l'accent sur les nouvelles carrières comme le journalisme. Il sera écarté de ses fonctions par l'Estado Novo de 1937, un "auto coup d'état" de droite du premier gouvernement de Getúlio Vargas.



l'appui de l'opinion publique au projet de réforme conservatrice tout en restreignant, voire en neutralisant les forces sociales et politiques qui résistaient.

Au-delà de la censure et de la répression politique, cet effort s'appuya sur le grand saut technologique survenu à l'époque, notamment dans le domaine des télécommunications. Les journaux et les radios, qui étaient jusqu'alors les médias de plus grand impact, ont cédé la place aux chaînes de télévision, aux transmissions de grands événements via Embratel<sup>15</sup> et la mise en place des satellites. Le profil du journaliste s'en est trouvé modifié. La professionnalisation a gravi un nouvel échelon. Les anciens reporters et essayistes, issus en majorité des écoles de droit ou de sciences humaines, ont cédé la place aux «communicants polyvalents». Un décret-loi (D.L. 972/69) d'octobre 1969, promulgué par le régime d'exception, établit que seules les personnes ayant achevé leurs études d'une faculté de communication<sup>16</sup> pourront exercer le métier de journaliste. Les cours se multiplient : ils étaient 20 en 1968, proposés essentiellement par les universités publiques, et passent à 46 en 1972.

Le second cycle débute dans les années 1990. Cette expansion du métier et de ses formations n'est plus animée par des raisons idéologiques ou industrielles mais par l'importance croissante des services. Le nombre des publications explose<sup>17</sup>. Mais la majorité des journalistes ne travaille déjà plus dans les rédactions de journaux ou de magazines ; elle s'est déplacée vers les services de communication des entreprises, du gouvernement et du secteur tertiaire, où elle crée et alimente des produits tels que bulletins d'information de presse écrite ou électronique ; bulletins internes d'entreprise ; journaux, revues ou bulletins institutionnels ; rapports pour les actionnaires ; informations pour la presse ; manuels de communication ; journaux muraux ou encore sites internet et intranet.

Pour former les professionnels qui exécuteront cette large gamme de services, de nouvelles écoles privées se créent dans tout le pays. Entre 1991 et 2002, le nombre de formations en communication passe de 82 à 478 - une augmentation de 482 %, selon les données du ministère. Aucun champ de formation académique, excepté le tourisme, n'a connu une expansion aussi importante.

### Diagnostic : l'autoritarisme et le marché instrumentalisent la communication et son enseignement

D'un point de vue qualitatif, cette deuxième vague d'expansion de l'enseignement semble néanmoins aggraver les problèmes de la première. La caractéristique commune à ces deux périodes est l'instrumentalisation de la communication. Tant qu'elle est vue

15 Entreprise Brésilienne de Télécommunications, créée en 1965, responsable de la création d'un réseau de stations réceptrices de micro-ondes qui a établi l'intégration nationale de la télévision et la téléphonie. Privatisée en 1998, elle est aujourd'hui sous contrôle du groupe mexicain Telmex.

16 Bien que très contesté et fréquemment non respecté, ce dispositif est toujours en vigueur. Un recours pour inconstitutionnalité est en cours de jugement au Tribunal Suprême Fédéral.

17 Selon l'annuaire statistique de l'Unesco, au tournant du 21ème siècle le Brésil compte 295 éditeurs de magazines qui publient plus de 1 500 titres, en grande partie à circulation nationale.

comme un outil de diffusion idéologique, de développement du pouvoir économique et politique des sociétés, elle ne peut pas constituer un espace d'intérêt général. Les formateurs ne sont plus les facilitateurs du développement de réseaux sociaux autonomes mais sont devenus les agents d'un système «vertical» et «concentré».

La première période d'expansion des cours traite la formation humaniste et culturelle comme un anachronisme qui doit être remplacé par l'étude de la technique et des théories.

La deuxième période évite cette polémique, mais diffuse l'idée que le professionnel qui réussit est celui qui travaille dans une rédaction prestigieuse ou dans une entreprise de pointe. Sous le régime autoritaire, la critique des relations sociales hégémoniques ou la tentative de réflexions éthiques étaient considérées comme des comportements subversifs. A notre époque de fascination pour les marchés, ces attitudes sont considérées comme des utopies imbéciles. Ce refus de la remise en cause des relations sociales et des interrogations éthiques explique la permanence de deux des caractéristiques des formations au journalisme. L'existence d'un *cursus minimum*<sup>18</sup>, imposé par les gouvernements d'exception pour tenter de contrôler l'idéologie des écoles de journalisme, existe toujours aujourd'hui. Il en est de même avec la séparation étanche entre les deux types de formation : basique et professionnalisante. Ni les militaires, ni les grands chefs d'entreprise n'ont estimé qu'il était pertinent d'articuler réflexion critique et qualification technique.

## Crise : les journaux sont en déroute. Et les journalistes ?

Depuis 50 ans, les critiques et résistances aux formations aliénantes des journalistes se sont multipliées. Les intentions du régime d'exception pour asservir la presse en s'appuyant sur une université sous contrôle, n'ont jamais tout à fait réussi<sup>19</sup>, en raison d'une mobilisation sociale mais aussi d'une dispute intense sur le terrain des idées. Depuis la fin des années 1970, ont eu lieu au moins deux tentatives de réforme des cursus universitaires<sup>20</sup>.

18 Il est important de souligner que les *cursus minimum* ne sont pas une invention du régime autoritaire (1964-1984). En ce qui concerne le journalisme, le premier *cursus* date de 1962, quand a lieu un mouvement de lutte pour les "réformes de base", parmi lesquelles la réforme universitaire. La tentative d'établir des standards nationaux de qualité pour les *cursus* universitaires était une forme de lutte anti-oligarchique. La dictature s'est appropriée cette revendication en lui attribuant une autre signification. En 1969, un nouveau *cursus minimum* essayait de faire prévaloir la compétence technique.

19 À certaines périodes importantes, ces cours de communication ont joué un rôle fondamental dans les luttes étudiantes. Ainsi, en 1975, l'École de Communication et des Arts de l'Université de São Paulo (ECA-USP) a ainsi défié la dictature par une «guerre» qui a duré des mois et qui a entraîné la réorganisation de l'Union Nationale des Etudiants (1979). L'année précédente, le professeur José Marques de Mello avait été écarté de la direction du département de journalisme puis renvoyé, sur demande des autorités militaires de São Paulo. Le département avait alors osé dédier la 2ème semaine d'études du journalisme au thème "Censure et liberté de la Presse". Marques de Mello ne reviendra à la USP qu'en 1979, avec la loi d'amnistie.

20 Un nouveau *cursus minimum* pour les secteurs de la communication sociale, élaboré à partir de 1979 grâce à une mobilisation importante des professeurs et des chercheurs (moins intense de la part des étudiants), est entré en vigueur en 1984. Il soulageait un peu le caractère technicisant de la structure de 1969. En 2001, de nouveaux paramètres des *cursus* nationaux pour la formation des journalistes sont mis en oeuvre. Ils attribuaient une plus grande liberté aux facultés dans l'élaboration de leur *cursus* mais les maintenaient encore enchaînées à la grille de la communication sociale.

Néanmoins, tous ces efforts se heurtent à un obstacle majeur : la structure monopolistique et verticale des médias conserve sa force ; et, malgré tous les problèmes soulignés plus haut, le système d'enseignement existant reste assez fonctionnel. Les universités ne sont pas tournées vers la formation de professionnels autonomes, critiques ou capables de faire de la communication une activité émancipatrice, ce qui ne semble pas inquiéter les propriétaires des journaux, TV, magazines ou radios ...

Ce panorama commence à s'altérer au début des années 2000. Des signes que la communication de masse entame son déclin se manifestent avec force au Brésil. Alors que la blogosphère s'élargit, les tirages des «grands» journaux et l'audience des principales chaînes de télévision, chute. La diffusion de la «Folha de São Paulo», le plus grand quotidien du pays, passe d'une moyenne de 429.476 exemplaires en 2000 à 298.352 en mars 2009. D'autres journaux influents souffrent de baisses brutales des ventes<sup>21</sup>. Plus récemment, l'audience des chaînes de télévision (payantes ou gratuites) décline également. Après avoir connu une croissance régulière pendant dix ans, le temps moyen passé par téléspectateur devant son poste a reculé de 5h01 par jour en 2006, à 4h50 par jour en 2008<sup>22</sup>.

Plus surprenant encore : la crédibilité dont les médias verticaux avaient bénéficié pendant des années, est largement remise en cause. À partir de 2002 et en plusieurs occasions, le public a activement contesté le traitement d'événements importants par les médias dominants<sup>23</sup>. Cette nouvelle attitude est rendue possible grâce au rôle de passerelle joué par la blogosphère. Dans le passé, les plaintes des lecteurs étaient contraintes au silence par manque de canaux d'expression (c'est à peine si elles apparaissaient dans le courrier des lecteurs) ; maintenant, ceux qui ont des critiques ou des doutes sur la couverture des médias trouvent des lieux où

---

21 Les quotidiens : *O Estado de S.Paulo* a reculé de 391.023 à 217.414, dans la même période ; le *Diário de S. Paulo*, de 151.831 à 61.088 ; à Rio de Janeiro, *O Globo* est tombé de 334.098 en 2000 à 260.869 ; *O Dia*, de 264.752 à moins de 100 000 exemplaires ; à Brasília, *O Correio Brasiliense* de 61.109 à 52.831.

22 Quelques données sont encore plus révélatrices des nouvelles tendances. L'indice d'audience des chaînes de TV payantes a régressé de 20% pendant la même période : de 2h30 à 2h par jour et par téléspectateur.

23 a- Élections présidentielles de 2006, la chaîne de télévision Globo, le quotidien *Folha de S.Paulo* et le magazine *Veja* ont essayé d'interférer sur le résultat des élections en associant erronément Lula, candidat à la réélection, à un délit électoral.

b- Juin-Juillet 2007, la campagne Cansei, soutenue par tous les "grands" médias, cherchait à stimuler le côté conservateur des classes moyennes contre les mesures démocratisantes et redistributives. Les liens entre partis politiques et entreprises privées sont alors révélés.

c- 2007 et 2008, le journaliste Luís Nassif publie sur son blog une série de reportages et d'analyses concernant les manipulations animées par la revue *Veja* : informations reprises et relayées simultanément par plus de 800 blogs.

d- Août 2008 à janvier 2009, le très conservateur président du Tribunal Suprême Fédéral, Gilmar Mendes dénonce l'écoute de ses appels téléphoniques. Il est soutenu par les journaux, les revues et les chaînes de TV dominantes. Cette dénonciation est contestée par les auteurs et les lecteurs d'un réseau de blogs.

e- Février 2009, un grand nombre de lecteurs de la *Folha de S.Paulo* s'est insurgé contre un éditorial qui qualifiait la dictature de 1964-1984 de "ditabranda" (dictadouce), pour le moins un euphémisme. Une manifestation de protestation a eu lieu devant les locaux du journal.

ils peuvent non seulement exprimer leurs opinions mais aussi construire collectivement des couvertures alternatives.

### Alternative à la réserve du marché : la formation pour tous

Dans ce contexte où le pouvoir et le prestige des médias traditionnels déclinent, les remises en cause du rôle des journalistes (et donc de leur formation) gagnent en force. Interviewé en mai 2009, le professeur José Marques de Mello, qui préside la commission de révision des cursus de journalisme, a affirmé qu'il s'attache à produire « *une proposition qui aille au-delà du marché* ». Selon lui, « *seule une université libérée des intérêts commerciaux pourra être à l'avant-garde et aider à définir les caractéristiques du journalisme et du journaliste dont le pays a besoin* ». Le chercheur considère donc qu'il est important de revoir aussi bien l'institution du cursus minimum que la tendance techniciste qui caractérise encore l'enseignement.

Avant même que la commission de révision du MEC ne soit convoquée, des initiatives innovatrices dans le domaine de la formation des journalistes ont été lancées, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des universités. Sur le terrain académique, l'exemple de l'Université Fédérale du Maranhão (UFMA) est éloquent<sup>24</sup>. Coordonné par le professeur Francisco Gonçalves da Conceição, le département de journalisme a adopté en 2007, après un an de débats, une réforme du cursus qui « *cherche avant tout à cerner les principales compétences que l'élève doit maîtriser. Nous en avons identifié deux : la capacité à construire des textes (dans de multiples langages) et la capacité à décrypter des contextes, indispensable autant pour analyser les faits en profondeur que pour évaluer les conséquences éthiques de chaque action de communication. Naturellement, il a fallu abattre la frontière qui séparait « le tronc commun » de la phase de « qualification ». Cette séparation non seulement instituait une division indésirable entre la théorie et la pratique, mais, de plus, ne motivait pas les élèves* ».

L'une des initiatives les plus intéressantes est celle du Réseau Macoronga, développé par l'ONG Saúde e Alegria (Santé et Joie) auprès des communautés fluviales de la région de Santarém, en Amazonie. Créé en 1997, dans une région isolée où les conditions d'accès aux technologies restent difficiles, le Réseau a réussi à élaborer un système de communication sophistiqué. Alors que certaines des 150 communautés de cette région n'ont pas l'électricité, une partie de leurs habitants réalisent

---

24 Les Universités de Brasília (UnB) et l'Université fédérale de Santa Catarina (UFSC) ont également connu, récemment, des réformes de cursus.

journaux, émissions de radio, vidéos et blogs<sup>25</sup>. L'un des aspects les plus marquants du travail du Réseau est le processus qui mène les jeunes riverains à devenir des créateurs de productions audiovisuelles et internet. Les résultats sont remarquables. Les blogueurs débattent aussi bien de problèmes locaux que de sujets d'importance nationale. Le Réseau Mocoronga a reçu, en 2009, le Prix des Médias Libres, attribué par le ministère de la Culture.

La société civile interpelle aussi l'éthique des médias et des formations spécialisées. Entre 2006 et 2009, l'Alliance Internationale de Journalistes a organisé des rencontres, appelées Cafés Médias, pour échanger sur la couverture médiatique de sujets tels que la violence urbaine ou les élections. Les Cafés ont également traité de l'éthique du photo-journalisme ou des défis de la communication partagée. Ils ont donné lieu à la production de vidéos et de livrets dont le public cible est constitué de journalistes et tout particulièrement d'étudiants en journalisme. Pour Ísis de Palma, coordinatrice de l'alliance, ces initiatives sont des actes de résistance « *à un journalisme dépourvu de responsabilité pour lequel tout est bon pour obtenir une information, et à un enseignement qui reproduit cette logique sans la questionner* ».

Comment la crise des médias traditionnels liée à une dynamique innovante pourrait-elle provoquer un changement plus général dans la formation des journalistes ? Le professeur Ivana Bentes, directrice de la Faculté de Communication de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ), semble optimiste. Loin de considérer la blogosphère comme une menace pour le journalisme, elle salue « *l'explosion de centaines de sites, blogs et autres supports média extrêmement qualifiés, qui sont gérés, rédigés, illustrés et édités par de jeunes journalistes ou des non-professionnels capables d'occuper simultanément différentes fonctions* ».

De cette analyse surgit une vision peu conventionnelle du rôle des formations. Selon Ivana : « *Ce qui est intéressant ce n'est pas de former des professionnels à des postes ou à des spécialités mais de les former à des champs de connaissance, à une autonomie non corporatiste, à de nouvelles formes d'organisation et de protection du travailleur* ». Selon ce point de vue, les écoles devraient se préoccuper de former non pas un « expert » mais un professionnel multimédia, capable de « *comprendre les nouvelles technologies de l'information, leurs conséquences pour le marché de la communication et leur impact sur les mutations sociales et culturelles* ». Quant aux compétences techniques, ce professionnel devrait être préparé à « *élaborer des textes, des arguments, des scénarios, des structures dramatiques pour les médias audiovisuels et électroniques. Il devrait, de plus, dominer la captation, l'édition et la*

---

25 Mocoronga a stimulé la création de 62 systèmes de radio-amateur, 32 systèmes de radio et/ou journaux et 11 télé-centres, à partir desquels il est possible de participer au réseau local de blogs. Dans presque toutes les communautés, on trouve ce qu'on appelle un « Poste Radio » dont la programmation est transmise par un haut-parleur installé au centre de la localité. Une partie des programmes est enregistrée et retransmise par la radio rurale.

*post-production d'images, la production numérique, graphique, cinématographique et vidéo, les principes de la culture libre et des logiciels libres, les réseaux sociaux, le langage des blogs, wikis et technologies de collaboration multi-auteurs* ».<sup>26</sup>

S'élevant contre l'obligation de détenir un diplôme pour l'exercice du journalisme, Ivana souligne que le rôle de l'université n'est pas de défendre une réserve de marché pour ses élèves. Elle devrait, au contraire, offrir une formation afin que des millions de Brésiliens participent, par leurs récits et leurs inventions esthétiques, à l'univers des communications. Cela se ferait au moyen de «cours d'extension et de spécialisation pour des non universitaires» : personnels d'ONG, agents du secteur tertiaire, producteurs de médias libres, participants des mouvements sociaux. Et ainsi, l'université pourrait « qualifier la formation libre au lieu de la criminaliser ».

Courant 2009, au moment de conclure cet article, l'avenir de la formation des journalistes au Brésil semble ouvert. Les forces qui agissent pour le maintien du *statu quo* sont puissantes : ce sont des centaines de formations (privées et rentables pour la plupart) représentant des dizaines de milliers d'inscriptions. Sans oublier l'inertie, la tentation de continuer à faire la même chose pour éviter l'inconfort et les douleurs du changement.

Il est néanmoins stimulant de savoir qu'il existe un mouvement qui va dans le sens contraire. En réponse à la crise du journalisme conventionnel et aux insuffisances de son enseignement, non seulement les initiatives et les expériences de communication partagée se multiplient mais des propositions surgissent, capables de créer un système permanent de formation pour la nouvelle ère qui s'annonce.

---

26 Ivana donne davantage de détails. Selon elle, les cours de journalisme devraient former des professionnels qui réunissent les caractéristiques suivantes : Connaissance : "Formation approfondie dans les différents champs des sciences humaines (...) et une formation spécifique aux nouveaux langages et moyens de communication, qui souligne la convergence des médias et l'expérimentation des langages." Compétences : "Posséder des compétences spécifiques et le langage journalistique pour les médias papiers, électroniques et digitaux. Le but est de pouvoir agir en tant que rédacteur, éditeur, éditorialiste, reporter, interviewer, mais aussi dans l'organisation et l'administration des informations". Capacités : "Utiliser non seulement le langage traditionnel mais également les langages journalistiques les plus divers et créatifs. Être attentif aux innovations et à l'utilisation de nouveaux dispositifs et langages de communication et technologiques (blogs, mini-vidéos, micro-publications twitter, wiki)". Attitudes et valeurs: "En exerçant ses activités dans les médias, le journaliste peut influencer l'opinion publique et les politiques publiques, et participer directement à la vie sociale. Cela suppose un comportement éthique et une réflexion critique constante".

# CHINE

## AUTANT D'ÉTUDIANTS QUE DE JOURNALISTES EN EXERCICE

### UNE PROLIFÉRATION QUI NE SERT PAS LE PROFESSIONALISME

par Agnès Gaudu

La formation aux métiers de la presse et de la communication a connu une croissance fulgurante en Chine au cours des dernières années, un phénomène excessif et fortement remis en cause parmi les professionnels. La prolifération des départements de presse et communication dans le pays débouche en effet sur l'arrivée sur le marché du travail d'une quantité de jeunes diplômés largement supérieure aux besoins, et dont la qualité de la formation elle-même est remise en question. En particulier, ces institutions semblent mal préparer leurs étudiants à un monde des médias en pleine mutation technologique.

Dans ce débat, les professionnels font preuve d'une très grande ouverture sur l'actualité de l'enseignement aux métiers des médias à travers le monde. Mais ils évitent d'identifier clairement les raisons politiques propres à la Chine dans la difficulté d'adaptation des enseignements aux besoins pratiques du métier. Ils concentrent plutôt leurs remarques sur l'incidence du développement économique et technologique du secteur de la presse.

#### Une expansion exceptionnelle

Dressant le bilan de « 30 ans de réforme » dans l'enseignement du journalisme, l'historien de la presse Wu Tingjun observe<sup>27</sup> qu'il s'agit d'une période d'expansion exceptionnelle pour la presse chinoise comme pour l'enseignement du journalisme. Les premiers établissements d'enseignement ont revu le jour dès le lancement des réformes économiques en 1978, et la progression a été forte dans la décennie suivante puisqu'en 1989 l'on trouvait déjà 51 centres de formation dans le pays. A ce « moment de l'histoire » (le mouvement pro-démocratique étudiant et sa répression), « *l'enseignement du journalisme a subi de graves coups* » dit pudiquement Wu Tingjun. Il précise en donnant uniquement les indicateurs chiffrés de cette reculade : fermeture de 12 instituts et recrutement de 723 étudiants seulement.

Logiquement, c'est à la rentrée 1993, soit l'année suivant la relance des réformes par Deng Xiaoping, que le mouvement de création de centres de formation a repris, pour atteindre le nombre de 124 en 1999. Mais l'expansion galopante, et qualifiée

---

27 Site Renmin Wang, 25 Octobre 2008 <http://media.people.com.cn/GB/40606/8230821.html>

d'excessive par la plupart des observateurs, est véritablement le fait du nouveau millénaire : en huit ans, la Chine a vu naître plus de 600 établissements d'enseignement des métiers de la presse et de la communication, soit 878 en 2008. Aujourd'hui, plus de 150 000 jeunes Chinois y sont en cours d'étude, autant que de journalistes en exercice, détenteurs de la carte de presse.

Or le marché de l'emploi dans lequel arrivent ces bataillons de nouveaux diplômés, a été entièrement remodelé par les mutations fondamentales qu'ont connu les médias chinois au cours des quinze dernières années ; un univers qui a mené de front le passage à la concurrence économique, l'informatisation et la naissance du multimédia. La vie des journalistes, qui il y a quinze ans à peine étaient des fonctionnaires choyés par leur employeur, et faisaient partie de l'élite, a été entièrement transformée. Selon les conclusions d'une « Enquête sur la situation de l'emploi et des conditions de vie des travailleurs de l'information », réalisée en 2003, ils subissent désormais de plein fouet les aléas de la précarité<sup>28</sup>. Cette situation perdure, voire s'aggrave, et nourrit les inquiétudes des jeunes. Un doctorant en journalisme s'alarme ainsi de l'apparition d'une nouvelle génération de « migrants de l'information » : près de la moitié des journalistes, jeunes et dotés de diplômes du supérieur, travaillent sans contrat ni assurance sociale. Ils constituent donc une main d'œuvre fluctuante, sous pression constante, bien payée mais sans la moindre sécurité, et avec un turnover important. Il s'inquiète de la dilution de la formation professionnelle : bon nombre des jeunes diplômés d'instituts peu professionnalisants ne sont pas prêts à affronter les conditions du marché de l'emploi, dit-il. Et de préconiser une importante réforme de l'enseignement du journalisme et des métiers de la communication, alliant modernisation de l'équipement, accentuation de la formation pratique et mise en rapport direct avec les médias...<sup>29</sup>

### Suivre l'évolution des médias

L'inadéquation des enseignements aux besoins des entreprises est d'autant plus criante que la presse connaît en Chine, et peut-être plus rapidement qu'ailleurs, une profonde transformation à l'ère du numérique et du développement d'internet. Un professeur à l'institut de journalisme de l'université Renmin Daxue, Cai Wen, souligne qu'une réforme de l'enseignement du journalisme serait nécessaire pour former des jeunes professionnels capables d'évoluer dans un univers très nouveau pour leurs aînés<sup>30</sup> : un paysage où les médias dits classiques (presse officielle, télévision centrale...) n'ont plus l'entier monopole ni de la source ni de la diffusion des informations. Et de citer le phénomène du « *journaliste citoyen observé en Occident* : le

---

28 Enquête réalisée en septembre 2003 par le site d'information Sina.com.

29 Qingnian Jizhe (revue « Jeune journaliste »), novembre 2008 [http://www.qnjz.com/gcypp/200812/t20081228\\_4209416.htm](http://www.qnjz.com/gcypp/200812/t20081228_4209416.htm)

30 Jin Chuanmei (revue « Médias d'aujourd'hui »), janvier 2009 <http://www.jinchuanmei.com/Article/ShowArticle.asp?ArticleID=729>



*monopole des travailleurs de l'information est brisé. Les méthodes traditionnelles de collecte de l'information en sont modifiées, comme on peut l'observer en particulier dans les situations d'événements soudains. La recherche d'informations, sans être sur le terrain, peut aujourd'hui être enrichie de la contribution de ces «journalistes d'un jour» que sont les bloggers ou participants à des forums de discussion, c'est donc tout un nouveau pan du travail de journaliste auquel il faut se former »* dit-il en faisant référence implicitement aux événements majeurs de l'année 2008 : tempêtes de neige, tremblement de terre, au cours desquels les journalistes ont dû adapter leurs méthodes de travail en tirant parti des contributions des internautes.

De plus, en Chine comme en Occident, la production des rédactions tend à devenir multimédia, ce qui modifie fondamentalement les méthodes de travail et les besoins de formation, note l'auteur. « *Comme aux Etats-Unis, nous devons maintenant former des cadres supérieurs capables de gérer des plans de production d'information en multimédia, et des journalistes capables d'utiliser les différentes techniques.* » Pour répondre à la nécessité de former des journalistes «tous médias», l'université de prestige qu'est la Renmin Daxue a d'ailleurs commencé en 2007 à accompagner son enseignement de base des métiers de la presse écrite d'un enseignement des techniques de prise de son et de vue et de transmission numérique. Une réflexion a aussi été engagée pour la mise en place de journalistes spécialisés, à l'image de ce qui se fait dans les instituts américains tels que Columbia.

La situation ne semble donc pas figée. Depuis 2008, la prise de conscience dans les milieux tant académiques que politiques de l'inadéquation de la formation des jeunes journalistes au nouveau paysage médiatique s'est d'ailleurs concrétisée par l'organisation d'une série de conférences sur le sujet. Cependant, les débats menés dans ces arènes institutionnelles, où l'on voit des représentants des ministères de l'Education et de la Propagande réaffirmer de concert la volonté de fournir un enseignement «marxiste» de l'information<sup>31</sup>, jurent singulièrement avec les préoccupations des professionnels. Les institutions les plus prestigieuses d'enseignement des métiers de l'information sont très marquées par leur lien traditionnel explicite à l'appareil de propagande, même si leurs corps enseignant a conscience de devoir répondre aujourd'hui à la pression du marché. La création en 2007 d'un «Centre de recherche sur le journalisme marxiste et la réforme de l'enseignement du journalisme» au sein de la prestigieuse université Qinghua à Pékin fait partie de ces anachronismes<sup>32</sup>.

## Pas de journalistes dans les écoles

En dehors des discours d'appareil, rares sont les voix qui s'attaquent aux questions concrètes sous un angle professionnel. En août 2006, Pan Yanhui, patron de presse

31 Site Fada Xinwen Wang, 10 mars 2009 [http://news.cupl.edu.cn/news/9032\\_20090310102247.htm](http://news.cupl.edu.cn/news/9032_20090310102247.htm)

32 Site Xinhua Wang, 19 janvier 2007 [http://www.edu.cn/gao\\_jiao\\_news\\_367/20070119/t20070119\\_215441.shtml](http://www.edu.cn/gao_jiao_news_367/20070119/t20070119_215441.shtml)

éminent, écrivait cependant dans la revue Zhongguo Xinwen Chuanbo Xue Pinglun («China journalism review») un article intitulé «les maladies de notre enseignement du journalisme»<sup>33</sup>, dans lequel il s'interrogeait : « *Le problème de l'enseignement du journalisme en Chine c'est qu'il ne définit pas bien ses buts. S'agit-il de former des journalistes, ou des spécialistes des médias ? Certains instituts se demandent-ils à quoi se destinent leurs étudiants ? À devenir journalistes, chercheurs, ou enseignants en journalisme ? Qui élabore son programme en ayant répondu à cette question ?* ». Il critique le caractère théorique de l'enseignement, rarement compensé par une tentative récente, et pourtant brouillonne, d'ouvrir les portes des écoles aux grands noms des médias – ceux-ci ne dispensant pas les conseils pratiques des journalistes de terrain dont les étudiants pourraient profiter. Quoi qu'il en soit, le recrutement des professionnels dans les équipes pédagogiques lui semble difficile à réaliser : les journalistes des organes de presse économiquement concurrentiels n'y trouvent pas leur compte financièrement. « *Quant aux journalistes des journaux institutionnels, leurs compétences ne sont pas adaptées à la vitesse des changements du monde des médias* » dit Pan Yanhui.

L'historien Wu Tingjun souligne de son côté le manque criant d'enseignants face aux effectifs étudiants en plein boom, et déplore la baisse de la qualité des formations. Il regrette également la forte hétérogénéité du corps professoral, parmi lequel on trouve peu de professionnels du journalisme, mais une majorité d'enseignants diplômés en matières littéraires, et trop peu de diplômés en journalisme dans des écoles étrangères. Les données sur le nombre d'étudiants formés dans les établissements étrangers et leur parcours professionnel ne sont pas disponibles.

« *C'est l'arrivée de la communication comme discipline qui a donné une nouvelle impulsion au développement des enseignements de presse et communication* » dit-il. Le gonflement du nombre des centres de formation proviendrait en premier lieu de l'insertion dans des instituts d'enseignement spécialisé (agriculture, éducation, sport...) de départements de communication, dont l'objectif premier est la vulgarisation des matières de spécialité. A l'origine discipline sous-estimée, l'arrivée de la communication comme matière d'enseignement dans les années 90 a modifié les attitudes – il évoque là la réticence des universités à se lancer dans l'enseignement des métiers de presse, au caractère éminemment politique jusque dans les années 80. « *Malgré une définition nationale des cursus élaborée entre 1987 et 1997, les deux disciplines, qui se retrouvent aussi enseignées dans des départements «journalisme et communication» ne sont toujours pas bien distinguées* », poursuit-il. L'enseignement du journalisme, qui reste la référence, reste lui-même largement basé sur les critères définis pour répondre aux besoins de la presse du Parti – comprendre, des critères politiques – et pas forcément ceux répondant à un paysage médiatique en pleine évolution commerciale. Dans tel grand institut de communication, 15 cours sur 18

---

33 Zhongguo Xinwen Chuanbo Xue Pinglun (« China journalism review »), février 2009 <http://cjr.zjol.com.cn/05cjr/system/2006/01/06/006431798.shtml>

correspondent à un « enseignement de presse du Parti », dit-il sans plus spécifier, et seulement trois cours ont un contenu correspondant réellement au journalisme ou à la communication.

Résultat, les jeunes diplômés ne sont pas à la hauteur de ce qu'on leur demande à leur arrivée dans les rédactions. Le directeur d'un grand journal pékinois, le Beijing Qingnian Bao, affirme ainsi que chaque année, le processus de sélection écarte de son recrutement bon nombre de diplômés en journalisme, au profit de jeunes ayant suivi d'autres cursus<sup>34</sup>. Pourtant, souligne Li lan, enseignant en journalisme à l'institut Jinling de l'université de Nankin, les besoins de recrutement des années à venir vont être considérables dans les nouveaux médias.

### Les stages pratiques en expérimentation

Face à ces problèmes de qualité de la formation, le salut se trouve peut-être dans l'initiative locale, loin des universités prestigieuses et plus près des grands groupes de presse avides de jeunes talents. Des expériences sont menées, s'inspirant souvent, parfois explicitement, d'exemples étrangers, et le plus souvent nord-américains. Cette inspiration naît de l'observation directe des résultats obtenus en Occident, aux Etats-Unis, en Angleterre, mais aussi en Asie, et en particulier à Taïwan. « *Nos diplômés en journalisme ne sont pas capables d'écrire un article. Dans les rédactions, les bons journalistes n'ont pas reçu de formation en journalisme* », souligne ainsi le chroniqueur An Tidans sur son blog<sup>35</sup>. Et de vanter l'enseignement pratique aux Etats-Unis, où les étudiants en journalisme, pour lesquels cette discipline vient le plus souvent en complément d'une formation initiale, sortent ainsi armés d'une spécialisation directement utilisable – langue, droit, histoire, économie, sciences... ce qui est encore rare en Chine. L'aspect pratique de la formation, sous la houlette d'enseignants qui sont des journalistes, est également mis en avant comme une période équivalent à des stages pratiques en entreprise. « *La plupart des enseignants chinois n'ont jamais été journalistes et n'enseignent que la théorie* ».

De petits instituts, comme l'institut Jinling de Nankin, se targuent aujourd'hui d'organiser la formation autour de la pratique des différentes techniques rédactionnelles dans les conditions d'une vraie rédaction, et même, d'être les premiers en Chine à avoir proposé une formation multimédia. « *Rencontrés dans une conférence, les patrons de nouveaux médias nous disent : nous en prendrons autant que vous en formerez* », affirme l'enseignant Li Lan.

De leur côté, des enseignants en journalisme au sein d'une modeste faculté de lettres de la ville de Tangshan, dans le nord de la Chine, prônent un modèle de collaboration des centres de formation avec les médias locaux<sup>36</sup>. Pour eux, cette

34 Gaoxiao Zhaosheng (blog « recrutement des établissements d'éducation supérieure »), mars 2009 <http://edu.sina.com.cn/gaokao/2009-03-27/1224193600.shtml>

35 Site Tao Xingzhi Yanjiu Zhongxin, janvier 2009 <http://xzx.shnu.edu.cn/xueshu/3-090123-2667.htm>

36 Jin Chuanmei (revue « Medias d'aujourd'hui »), septembre 2008 <http://edu.xinwenren.com/2008/0929/1046.html>

collaboration en proximité avec les employeurs des futurs diplômés est la garantie d'une formation en phase avec le développement rapide des techniques et avec les besoins réels des entreprises.

A l'extrême sud de la Chine, le grand groupe de presse Nanfang Baoye Jituan accueille de manière expérimentale et depuis 2007 les étudiants de deuxième année en journalisme de l'université Jinan en stage intensif. Ces stages d'été sont précédés d'une série de conférences données par des journalistes du groupe. Ils sont ensuite répartis dans les divers titres et chacun est placé sous la responsabilité d'un journaliste expérimenté. Cette expérience a été élargie en 2008 aux autres groupes de presse de la ville de Canton, et approuvée par le ministère de l'Éducation, faisant de l'institut de presse et communication de l'université Jinan un «centre modèle d'expérimentation pédagogique».<sup>37</sup>

Enfin, c'est sans doute à l'institut Chanjiang de journalisme et de communication de l'université de Shantou, dans le Guangdong, que revient la palme de l'audace, avec l'envoi de huit de ses étudiants aux États-Unis pour couvrir les élections présidentielles 2008.<sup>38</sup> Une expérience largement commentée et saluée par toute la presse chinoise comme un événement qui aura « réveillé l'imagination du monde de l'enseignement du journalisme chinois, et éveillé ses appétits d'ouvrir les yeux sur le monde entier ».

---

37 Zhongguo Jizhe (revue « le journaliste chinois »), mars 2009 <http://news.163com/09/0311/11/544EERB700012QEA.html>

38 Site Renmin Wang 5 mars 2009 <http://media.people.com.cn/GB/22114/42328/148204/8908772.html>

## Evolution des centres de formation aux métiers de la presse et de la communication

Institut d'enseignement & de recherche en presse & communication	Nombre d'élèves recrutés	Elèves en cours de formation	Etudiants chercheurs	Enseignants	Diplômés par an	Journalistes en exercice
1918	1					
1955	5					
1977	0					
1978	2					
1982	6		97			
1983	21					
1989	51					
1990	39	3507	157		1 100	
1994	66					
1996	88					
1999	124					
2002	300					
2004	459					
2005	661	100 000			30 000	
2008	878	160 000		10 000	38 900	150 000

Sources : Conférence des instituts de journalisme à l'université du Hunan  
 Wu Tingjun, ancien directeur de l'institut de presse et de communication de l'université Huazhong Keji Daxue, spécialiste de l'histoire de la presse, directeur de recherche et sous-directeur du Centre de recherche sur le journalisme de l'université de Pékin depuis 2008.



## ITALIE

### FORMER SUR LE TAS VERSUS FORMER À L'UNIVERSITÉ

par Luca Garosi

traduction : Manola Gardez

A l'ère du Web 2.0 les informations circulent beaucoup plus rapidement sur la Toile. On calcule que la plupart des contenus disponibles sur Internet aujourd'hui, a été créée par les usagers eux-mêmes. Le Tsunami dans l'Océan Indien en 2004 et l'attentat dans le métro de Londres en 2005 ont été les premiers événements au cours desquels on a entendu parler de ce que l'on appelle les UGC (User Generated Contents, les contenus générés par les usagers). Il suffit d'une caméra-vidéo ou d'un téléphone portable dernière génération pour que chacun ait la possibilité technologique de se transformer en reporter, en «journaliste citoyen». Les médias traditionnels (télé, radio, presse écrite et sites web), après une première période de prise de distance par rapport aux UGC, encouragent dorénavant la participation active des usagers en leur demandant d'envoyer photos ou vidéos sur des événements spécifiques ou des sujets particuliers. Il existe même des chaînes satellitaires et des sites web qui dépendent totalement ou en grande partie de contenus générés par les utilisateurs.

Dans ce contexte, trouve-t-on encore un sens à parler de formation au journalisme ? Pourquoi former des journalistes professionnels qui souvent arrivent sur le lieu de l'événement plusieurs heures après le «journaliste citoyen» ? N'importe qui aujourd'hui peut raconter ce qui se passe, grâce à la diffusion des nouvelles technologies. A-t-on encore besoin de journalistes professionnels ou les «journalistes citoyens» suffisent-ils ?

Cette interrogation rejoint celle qui a opposé les journalistes et les blogueurs il y a quelques années. De nombreux blogueurs utilisent leur «journal online» comme source pour transmettre des informations ou raconter des événements en temps réel, sans le filtre du circuit informatif traditionnel.

Ce débat existe dans le monde entier, mais en Italie la discussion est encore plus vive et plus intense dans la mesure où il existe un Ordre des journalistes et que pour exercer la profession il faut être inscrit au registre spécifique de l'Ordre. On débat donc en Italie, non seulement de la formation mais aussi de la manière dont elle doit être dispensée pour permettre l'accès à l'examen d'aptitude et donc à l'exercice de la profession.

Depuis des années, deux écoles de pensée contradictoires s'affrontent : celle qui retient que le journaliste doit se former sur le tas, dans les rédactions, «en usant les semelles de ses chaussures» et l'autre qui soutient que le journaliste doit être formé par des instituts reconnus par l'Ordre des journalistes.

## Comment devient-on journaliste en Italie : l'actuel cadre normatif

L'accès à la profession de journaliste en Italie est régi par la Loi numéro 69 de 1963, par les interprétations de cette normative et par les délibérés du Conseil national de l'Ordre des journalistes<sup>39</sup>. Cette même loi institue l'Ordre national des journalistes et – dans chaque région – un Conseil régional qui, parmi ses autres attributions, a le devoir de tenir un registre sur lequel sont répertoriés les journalistes. Chaque registre est divisé en deux listes : celle des «journalistes indépendants» et celle des «pigistes».

« Sont journalistes indépendants ceux qui exercent de façon exclusive et permanente la profession de journaliste (ndlt: y est incluse également la notion de personne exerçant une profession libérale). Sont pigistes ceux qui mènent une activité journalistique non occasionnelle et rétribuée même s'ils exercent d'autres professions ou d'autres emplois »<sup>40</sup>.

La demande d'inscription sur l'annuaire des pigistes doit être co-rédigée par « les journaux et périodiques possédant des articles signés par le demandeur et des certificats des directeurs des publications qui prouvent l'activité pigiste régulièrement rétribuée depuis au moins deux ans »<sup>41</sup>.

La loi prévoit que pour être inscrit sur l'annuaire des journalistes indépendants il faut être âgé de plus de 21 ans, être inscrit sur un «registre des stagiaires», mener de façon continue une pratique journalistique pendant au moins 18 mois dans un quotidien, une radio, une télévision ou dans une agence quotidienne de presse à diffusion nationale, réussir une «épreuve d'aptitude professionnelle».<sup>42</sup>

Depuis 1990, après une initiative pilote de l'Institut pour la Formation au Journalisme de Milan, le Conseil National de l'Ordre des Journalistes, en vertu des pouvoirs d'auto-réglementation concédés par la loi, a reconnu l'admission à l'épreuve d'aptitude professionnelle et donc l'accès à la profession également à ceux qui font leur apprentissage dans des publications éditées par des écoles conventionnées et reconnues par l'Ordre des Journalistes. De 1990 à 2007, 21 écoles ont été reconnues par l'Ordre dans toute l'Italie: 4 à Milan, 3 à Rome et une école dans les villes ou régions suivantes : Urbino, Bologne, Pérouse, Palerme, Naples, Sassari, Turin, Padoue, Potenza, Bari, Toscane, Salerno, Teramo et Sora.

39 Voir la Loi du 3 février 1963, n° 69 – Ordonnancement de la profession de journaliste, le DPR n° 115/1965 – Règlementation pour l'exécution de la loi du 3 février 1963 n° 69, la Décision CNOG du 5 juillet 2002 – Critères interprétatifs de l'art. 34 loi 69/1963 sur l'inscription au Registre des stagiaires.

40 Cf. Art. 1 de la Loi du 3 février 1963, n° 69

41 Cf. Art. 35 de la Loi du 3 février 1963, n° 69

42 Cf. Art. 29, 30, 31, 32, 33, 34 de la Loi du 3 février 1963, n° 69.



Le Conseil national de l'Ordre - instauré par le plan triennal 2007/2010 – a porté une attention particulière aux structures de formation au journalisme reconnues et a approuvé, en décembre 2007, un nouveau «Cadre d'orientations» auquel toutes doivent se tenir pour obtenir la reconnaissance de l'Ordre. Les anciennes conventions ont toutes été résiliées et des vérifications ont été menées par une commission technico-scientifique nommée par l'Ordre.

L'objectif du nouveau «cadre d'orientations» est « de renforcer le droit des citoyens à recevoir une information correcte, qualifiée et libre »<sup>43</sup>. Peuvent être reconnus comme «école», les masters universitaires biennaux en journalisme, les instituts biennaux pour la formation au journalisme, les maîtrises de l'école normale en journalisme. En revanche les écoles d'entreprise ne peuvent pas être reconnues.

La durée de la formation est de deux ans, avec au moins mille heures de cours effectifs par année, à temps plein et obligatoires, dont au moins les deux tiers doivent être réservés à la pratique guidée au sein de l'école.

L'expérience des stages pratiques dans des entreprises de presse est facultative et ne peut être remplacée, même partiellement, par l'apprentissage mené à l'école. Durant le cycle de formation, les écoles effectuent des vérifications périodiques sur les résultats et la formation acquise par les élèves.

Selon les vérifications effectuées jusqu'à présent par les commissions du Conseil national, les écoles actuellement reconnues et où il est donc possible de mener un apprentissage journalistique, sont au nombre de neuf (3 à Milan et une à Urbino, Pérouse, Padoue, Bari, Salerno et Turin).<sup>44</sup>

### Les propositions de réforme de l'Ordre et le débat dans la profession

L'introduction du «cadre d'orientations» est seulement un premier pas vers un nouveau système qui permettra l'accès à la profession par une seule voie, celle de la formation. Le Conseil national de l'Ordre des journalistes, en octobre 2008, a approuvé à l'unanimité un document d'orientation en vue de la réforme de l'Ordre<sup>45</sup>. Il s'agit d'une réforme basée sur les trois principaux points qui modifient la loi constitutive de l'Ordre de 1963 : l'accès à la profession, la substantielle réduction du nombre des conseillers du Conseil National, l'importante modification de la composition et des procédures des organismes appelés à juger les violations au code déontologique.

---

43 Le Cadre d'orientations est disponible sur le site web de l'Ordre national des journalistes à l'adresse: <http://www.odg.it/site/?q=content/quadro-indirizzi>

44 L'annuaire des écoles conventionnées sur la base des nouvelles dispositions du cadre d'orientations est continuellement mis à jour et disponible sur le site web de l'Ordre national des journalistes à : [http://www.odg.it/site/?q=elenco\\_scuole](http://www.odg.it/site/?q=elenco_scuole)

45 Le texte complet du document est téléchargeable sur le site web de l'Ordre à : <http://www.odg.it/site/files/riforma.pdf>

Intervenant lors d'un débat organisé en 2007 par l'Association des journalistes de l'École de Pérouse<sup>46</sup>, le président de l'Ordre, Lorenzo Del Boca, confiait que « *les modalités d'accès à la profession journalistique étaient trop nombreuses et confuses. Il nous faudrait un mécanisme unique (appelé de ses vœux par l'Ordre depuis de nombreuses années, a-t-il ajouté) dans lequel, d'abord on apprend le métier et ensuite on travaille : un système hautement qualifié de niveau universitaire, pour mettre une limite au clientélisme et à la «lotisation» (ndlt : priorité donnée aux partis politiques dans la nomination des postes clés d'un organisme public) »*. Et la proposition va précisément dans ce sens, en établissant une nouvelle et unique forme d'accès à la profession : celle du parcours universitaire. On ne deviendra plus journaliste par simple décision d'un éditeur, mais bien en revanche - comme cela est le cas dans les autres professions - au travers d'un parcours prédéterminé d'études et de formation.

Dans le document voté par le Conseil national de l'Ordre on peut lire, en effet, qu'il ne doit y avoir qu'un seul canal d'accès. Il est prévu « une phase de formation préliminaire coïncidant avec la maîtrise (en trois ans si on se réfère au nouvel ordonnancement aujourd'hui en vigueur) obtenue dans les universités italiennes et dans les universités étrangères des pays reconnaissant les équivalences », puis une seconde période de spécialisation (en deux ans) à valider par une maîtrise de l'école normale en journalisme qui conduit à l'examen professionnel, ou avec un master spécifique reconnu par l'Ordre des journalistes, ou encore dans des écoles de journalisme reliées à une structure universitaire.

« La phase de spécialisation qui se substitue à la pratique traditionnelle - lit-on également dans ce document - ne doit pas se limiter à une pure dimension académique mais doit impérativement inclure un apprentissage professionnel accompagné et certifié par l'Ordre des journalistes. L'instrument à utiliser est celui déjà opérationnel dans les écoles habilitées à préparer à l'examen professionnel, à savoir la convention entre l'Ordre et l'Université ». Au terme des deux années de formation les étudiants devraient pouvoir accéder à l'examen pour être reconnus «journalistes indépendants».

Ce document a lancé un vif débat : un bon journaliste naît-il sur les tables de la rédaction d'un journal ou sur les bancs de l'université ? Devient-on de sérieux professionnels en mûrissant son expérience sur le terrain ou en se qualifiant par une maîtrise ?

---

46 L'Association des journalistes de l'École de Pérouse réunit tous les anciens élèves qui ont été formés à l'École de journalisme radio télévision du chef-lieu de l'Ombrie de 1992 à nos jours. Les activités de l'Association sont présentées sur le site web: <http://www.associazionegiornalisti.it>

Au mois de novembre 2008 et au cours de la rencontre «Faire l'Ordre», organisée par le Groupe de Fiesole<sup>47</sup>, le président de l'Ordre des journalistes, Lorenzo Del Boca, celui de la Fédération nationale de la Presse<sup>48</sup>, Roberto Natale et le journaliste et écrivain Marco Travaglio, se sont affrontés, toujours sur ce même thème. « *L'accès à la profession - a souligné Del Boca - exige une préparation adaptée aux exigences actuelles : les écoles doivent avoir un niveau d'excellence et doivent enseigner la déontologie, autre élément qui justifie l'existence de l'Ordre* ». Même s'il a soulevé quelques doutes sur le fait que les registres professionnels ne rendent les services qu'ils devraient. Marco Travaglio a soutenu que « *l'alternative aux écoles ne peuvent être que le copinage ou la prostitution, parce que l'ancienne méthode de formation sur le tas ne fonctionne dorénavant plus* ». Roberto Natale, pour sa part, a mis en garde sur l'éventuelle disparition de l'Ordre : « *En ce qui concerne la déontologie, nous devons être plus incisifs - a dit le président de la Fnsi -. Mais attention, si l'Ordre devait disparaître précisément sur cet argument, ce serait le désordre et les éditeurs se verraient restituer des pouvoirs sur l'accès à la profession* ».

Les opinions au sein même de la profession sont diverses et multiples. Certaines ont été recueillies dans le mensuel «Prima Comunicazione» (*Première Communication*) du numéro de novembre 2008. Dans son article intitulé «Giornalisti con il grembiolino» (*Journalistes en tablier*) le mensuel demande à des journalistes, des intellectuels, des magistrats et des hommes politiques, leur opinion sur la proposition de réforme. Le directeur du quotidien de Gênes, *Il Secolo XIX*, Lanfranco Vaccari, se dit opposé à l'idée que « *les futurs journalistes doivent sortir des écoles de journalisme* » et soutient que celui qui devrait certifier la qualité des nouveaux journalistes doit être celui qui les embauche. De même, Flavia Perina, députée et directrice du *Secolo d'Italia*, réfute la proposition de réforme de l'Ordre : « *Moi, je ne suis pas diplômée - explique-t-elle -, j'ai toujours été journaliste et aujourd'hui je dirige un journal. Je connais de nombreux excellents journalistes qui ne sont pas diplômés.* »

Giuliano Molossi, directeur de la Gazzetta di Parma rejoint ce positionnement selon lequel « *les compétences, les attitudes, les motivations, la passion pour le métier comptent davantage qu'un morceau de papier, qu'une maîtrise de lettres ou de sciences de la communication* ». La position de Ricardo Franco Levi est plus nuancée. Député du Parti démocrate et ancien sous-secrétaire avec délégation à l'Édition

---

47 Entre 1988 et 1993 le Groupe de Fiesole a réécrit les codes de l'information italiens en pointant surtout les conflits d'intérêt et l'oligopole de la télévision. A cette occasion, il a démasqué la commission sur ses problèmes entre information et publicité, il a obligé à débattre de déontologie et de charte des droits, il a contesté aux seuls éditeurs les clés d'entrée à la profession en imposant un accès de type sélectif et de niveau universitaire, il a posé le problème de la modification de la loi professionnelle de 1963, il a influé de façon durable sur les équilibres de la fédération de la presse. En 2008 un groupe de journalistes a décidé de redonner vie à ce groupe, leurs initiatives sont présentées également sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.gruppodifiesole.it>

48 La Fédération nationale de la Presse (Fnsi) est le syndicat unitaire des journalistes italiens : <http://www.fnsi.it>

du gouvernement Prodi, il retient que la proposition de réforme tire trop la profession journalistique vers une formulation bureaucratique : « *Il faut de la qualité et de la déontologie - soutient Levi -, mais pas de gardiens devant les portes d'une profession fermée* ». « *On devient journaliste par vocation - soutient Pancho Pardi, sénateur de l'Italie des Valeurs -, par curiosité instinctive, par capacité d'investigation et non comme produit d'un cursus d'études* ». Lino Jannuzzi, journaliste et conseiller du ministre des Biens Culturels, Sandro Bondi, est encore plus clair : « *Peut-être ai-je une vision romantique d'un métier que je pratique depuis soixante ans, mais cette obligation de fréquenter les écoles de journalisme après la maîtrise, me fait franchement rire.* »

A ces critiques le président de l'Ordre des journalistes, Lorenzo Del Boca, a répondu dans le numéro de décembre 2008 de ce même mensuel. « *Je le sais bien moi aussi que l'école de la rédaction était imbattable et que nous devrions construire un monument aux anciens chroniqueurs qui nous ont appris le métier. [...] Mais faisons-nous une raison ! Ce journalisme-là n'existe plus.* » Et il réplique à ces directeurs qui décrètent la bien faible utilité d'un diplôme en leur posant ces questions : « *Combien de stagiaires avez-vous accueillis ces dernières années ? À combien d'entre eux avez-vous garanti cette préparation que vous assurez être la meilleure ? Depuis combien de temps n'êtes-vous pas entrés dans votre rédaction pour vérifier la nature, les rythmes de travail et les relations entre collègues ? Les contestataires de l'accès au journalisme par la voie universitaire résolvent le problème en le niant* ».

Le débat est intense et le chemin de la réforme encore long. La proposition de réforme de l'Ordre s'est illustrée dans une vingtaine de villes italiennes lors d'une manifestation le 9 mai 2009, afin de sensibiliser les citoyens et d'impliquer les parlementaires. L'espoir de ses promoteurs est que cette occasion soit enfin la bonne pour changer la loi de 1963. Cette réforme a d'ailleurs été longuement mûrie, même au Parlement où tout le monde a bien conscience que la profession de journaliste - tout comme bien d'autres - requiert une base de formation supérieure à celle prévue par la loi 69/1963... à savoir le seul «brevet d'études du premier cycle».

## MAGHREB

### ENTRE DÉFINITION DU MÉTIER ET FORMATIONS INADAPTÉES

par Rim Mathlouti

Si les pays du Maghreb ont des réalités comparables dans certains domaines sociaux ou économiques, il n'en va pas de même dans le secteur des médias. Chacun d'entre eux est nourri par son histoire propre.

Traiter et comprendre les formations journalistiques impliquent, en premier lieu, un minimum de connaissances de l'histoire nationale du journalisme et des médias. Or la collecte de quelque donnée que ce soit demeure extrêmement difficile et souvent quasi impossible à vérifier.

Rappelons que le Grand Maghreb est composé de cinq pays : La République Islamique de Mauritanie, Le Royaume du Maroc, La République Populaire d'Algérie, La République Tunisienne et la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste.

#### Un besoin reconnu de formations

Un entretien avec Jaco du Toit, responsable du département information – communication pour le Maghreb à l'Unesco de Rabat, permet de tirer une problématique claire. Même si le champ des médias est en pleine mutation, le Maghreb manque encore de journalistes formés. Le pluralisme de la formation pour un pluralisme des médias reste le principal défi de ces pays.

Pour l'Unesco, pas de doute, les journalistes en poste sont désireux d'apprendre, de se perfectionner, de se spécialiser. Ils ont, le plus souvent, un niveau d'études supérieures et ont appris le métier «sur le tas». Si la plupart d'entre eux n'ont pas suivi de formation au journalisme, ils sont le plus souvent désireux de participer à des stages de perfectionnement, à la fois soucieux de la qualité, et conscient de leur limites. Nouvelles technologies, nouveaux outils de l'information, méthodologies de spécialisation sont autant de domaines dans lesquels ils se sentent lésés. C'est du moins ce qui ressort du questionnaire que nous avons envoyé à des journalistes maghrébins et à des directeurs d'établissement de formation.

Le recensement des écoles de journalisme et de communication (Unesco-Critères et indicateurs pour des institutions de qualité de formation au journalisme et identification de centres potentiels d'excellence de formation au journalisme en Afrique 2007), présente l'état des formations actuelles et montre l'étendue du travail et des réformes en cours dans ces pays :

- Mauritanie : 0 formation
- Maroc : 3 formations
- Algérie : 1 école et 11 formations non homologuées et injoignables

- Tunisie : 2 formations
- Libye : 1 formation et 6 formations non homologuées et injoignables.

Même si on ne parle pas de médias “étatiques”, on se réfère presque toujours au Ministère de la Communication. Un journaliste au Maghreb est alors assimilé à un fonctionnaire. Il a une stabilité, une sécurité de travail et le respect de la société. Il fait partie de la classe moyenne supérieure, des intellectuels du pays. Les formations proposées insistent justement sur le prestige lié à ce métier même si les établissements englobent souvent le journalisme et la communication dans leur programme d'études. Nous y reviendrons.

Il est indéniable qu'aujourd'hui le paysage médiatique est en pleine mutation (hormis la Tunisie et la Libye) et les journalistes veulent y jouer un rôle, malgré un cadre législatif encore pesant. En Algérie, un nouveau projet du code de la presse, davantage en phase avec le processus de «démocratisation», est toujours en débat. Au Maroc, le code de la presse, peu connu des journalistes, est également en cours d'adaptation et reste pour le moment avant tout répressif. Les délits de presse sont passibles de peines de prison, la notion de diffamation a été élargie à la religion musulmane et à l'intégrité territoriale, l'interdiction de publication est courante ces dernières années. En Tunisie et en Libye, l'autocensure est la règle tacite. Ces deux pays sont considérés comme les plus répressifs du Maghreb en terme de liberté des médias.

Le Maroc, dit «en transition démocratique», a compris que ce processus doit être précédé d'un courant de presse libre et dynamique.

En Algérie, malgré le contrôle exercé par l'Etat sur de nombreux médias, il existe un réseau solide de la presse privée qui s'oppose au gouvernement.

Le nombre de cartes professionnelles (Mauritanie : pas de carte, Maroc : 2062 en 2005, Algérie : pas de carte, Tunisie : 1063, Libye : non renseigné ; comparativement à la France : 37 307) prouve que le métier commence à peine à affiner sa définition et à se professionnaliser.

En Algérie, le droit de tout journaliste de détenir une carte de presse vient tout juste d'être prévu par le projet de décret exécutif définissant le régime spécifique des relations de travail des journalistes.

En Mauritanie, le président de la toute nouvelle commission de la carte de presse, créée en novembre 2008, vient de faire appel aux journalistes pour qu'ils déposent un dossier de demande de carte de presse. Ces mesures représentent une étape dans une série de réformes qui visent à réguler et contrôler l'activité journalistique. Mais pour obtenir cette carte, il faut détenir soit un diplôme supérieur dans le domaine de la presse qui n'existe pas en Mauritanie, soit un diplôme supérieur reconnu par l'Etat mauritanien et afficher au moins deux ans d'expérience dans le domaine de la presse. Avec cinq années de travail effectif et une formation moyenne, le journaliste mauritanien pourra déposer un dossier. Le journalisme et l'exercice du métier sont bel et bien encore à l'essai et en cours de définition légale.

Abderrahim Sami est directeur des études et directeur de l'Institut des Sciences de l'Information et de la Communication (ISIC) de Rabat où il a été élève lauréat. Il est par ailleurs ancien conseiller du Ministre de la Communication. Il rappelle que 80 % des journalistes marocains n'ont suivi aucune formation journalistique, que les écoles sont récentes dans ce pays, que de surcroît, jusqu'en 2005, les patrons de journaux n'avaient pas les moyens de former leurs propres journalistes. Depuis, le fonds d'aide à la presse a augmenté, passant de 200 000 à 500 000 euros. Cette aide, attribuée à la presse indépendante après signature d'un contrat avec le Ministère de la Communication, contraint les patrons de presse à organiser des programmes de formation pour les journalistes. En Tunisie, plus de la moitié des journalistes est diplômée de l'enseignement supérieur, notamment de l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information (IPSI).

La libéralisation de l'audiovisuel et de la radio, la création de nouveaux médias alimentent une demande croissante de professionnels formés à l'étranger ; et ce besoin est d'autant plus fort dans les pays du Maghreb.

Les journalistes ont ainsi un réel besoin de perfectionnement et de spécialisation, inexistant jusqu'à présent. Les institutions de formation au journalisme, quand elles existent, ne disposent pas toutes de programmes de formation continue, indispensables à l'évolution professionnelle en lien avec l'évolution des médias. Un accompagnement est alors nécessaire. Ce sont les formations organisées par l'Unesco, entre autres, qui répondent à cette demande. La dernière en date, organisée à Rabat sur le thème des changements climatiques, a connu un succès certain.

## Des formations en construction

### Le Maroc

L'Unesco a récemment réalisé une évaluation des institutions de formation au journalisme en Afrique qui a permis d'identifier les centres susceptibles de proposer, à terme, une formation de référence. L'un d'entre eux est l'Institut Supérieur de l'Information et de la Communication (ISIC) du Maroc qui bénéficiera prochainement d'une aide substantielle d'un fonds de solidarité internationale pour une « mise à niveau » de son secteur audiovisuel. C'est pourquoi, son directeur, Abderrahim Sami, lance aujourd'hui un programme de formation avec l'Agence de presse marocaine sur le journalisme économique, politique et parlementaire, le photo-journalisme ainsi qu'une formation initiale pour les nouveaux venus dans le métier.

Arrêtons-nous un instant sur cet établissement de 186 étudiants par an en moyenne, dont la rentrée 2009-2010 se fera sous le signe du passage à la « masterisation » (selon le processus de Bologne). C'est, pour l'ISIC, l'occasion de redéfinir ses statuts.

Les étudiants intègrent l'institut sur concours et poursuivent une formation commune de 4 ans en journalisme et en communication. En fin de quatrième année, ils choisissent leur spécialité entre radio, télévision, presse écrite ou communication. Ils suivent ensuite des cours spécifiques puis deux mois de stage.

Dans cette configuration, communication et journalisme deviennent des spécialités et des métiers définis seulement au cours des derniers mois de la formation. Les limites d'une discipline et d'une autre sont alors difficiles à établir avant le stage en entreprise. Le partenariat avec l'Unesco devrait permettre non seulement une meilleure adéquation de la formation à l'évolution et à la réalité des médias, mais aussi le renforcement des capacités pédagogiques des formateurs.

Par ailleurs, un nouveau centre de formation privé vient d'être créé par un grand groupe de presse marocain, l'École Supérieure de Journalisme de Casablanca (en partenariat avec l'ESJ de Paris, également privée). Ce groupe de presse, détenant plusieurs médias spécialisés, entre autres en économie, souffrait d'un manque de personnels compétents et formés ; il a donc créé sa propre école, dans une logique appelée «adéquation formation».

Pendant trois ans, les étudiants suivent un double cursus de journalisme et de communication. Les dirigeants partant du postulat que ces deux activités travaillent ensemble et se rejoignent, considèrent qu'il faut donc enseigner les deux disciplines en même temps et à l'ensemble des étudiants. Organisateur d'événements et concepteur de dossier de presse auront ainsi suivi les mêmes cours que les journalistes. La frontière entre une discipline et l'autre a disparu. Les subtilités et valeurs du journalisme se perdent dans celles de la communication et inversement.

### La Libye

L'Université El Fateh propose un département «information et art», un curieux mélange qui nécessiterait une approche plus approfondie, mais dont il a été impossible de connaître le contenu pédagogique ni les débouchés. La Libye reste le pays où il est le plus difficile d'obtenir la moindre information : aucun journaliste libyen n'a répondu à notre questionnaire. Seuls, le doyen de l'Université El Fateh et Jaco Du toit (de Rabat) nous ont informés de la probable existence de six centres de formation au journalisme, mais qui sont restés introuvables. L'Université de Libye proposerait un enseignement au journalisme très théorique et finalement peu choisi par les étudiants. Il semblerait que presque tous les journalistes de ce pays, où le pluralisme des médias n'existe pas, ont été formés «sur le tas», mais les nouvelles technologies restent inconnues des journalistes libyens. De rares directeurs de publication organisent des stages dans les rédactions en collaboration directe avec des journaux égyptiens. Quant aux ONG internationales, elles se heurtent à de nombreux obstacles administratifs qui les empêchent de proposer des formations.

### La Mauritanie

Le cas de ce pays est encore plus alarmant puisqu'il n'y existe aucune formation au journalisme. Les Mauritanien, quand ils en ont les moyens, doivent partir étudier au Maroc ou en Tunisie.

Le journalisme professionnel est loin d'être une réalité en Mauritanie. Les salaires très faibles ne permettent pas aux «journalistes» de ne pas se laisser tenter



par la corruption. Du coup, le respect de la déontologie est chancelant. Dans les rédactions, les autodidactes qui ont acquis la meilleure expérience et les rares diplômés ne transmettent pas leur connaissances aux autres journalistes moins expérimentés. Les futurs journalistes sont souvent recrutés dans les universités et suivent des ateliers pour se former au métier au fur et à mesure.

Par ailleurs, des ONG américaines et des institutions européennes réussissent à mettre en place des cycles de formations par thème.

### La Tunisie

Il a fallu attendre les années 60, après l'indépendance, pour que la presse et le journalisme tunisien prennent véritablement forme. L'Agence de presse tunisienne a d'abord vu le jour, suivie de l'Institut de presse et des sciences de l'information (IPSI), structure publique chargée de la formation des journalistes et des communicants. L'IPSI est rattachée au secrétariat d'état à l'Education Nationale. L'Institut bénéficie de plusieurs coopérations avec des universités et écoles de journalisme au Canada, en France, en Belgique et en Allemagne. Notons que la majorité des journalistes et des communicants tunisiens est diplômée de l'IPSI puisque que c'est la seule institution publique de formation initiale au journalisme. Cette formation est par ailleurs considérée de qualité par les professionnels.

En 1982, un Centre Africain de Perfectionnement des Journalistes et des Communicateurs (CAPJC) a ouvert ses portes. Il a pour mission la formation continue et le perfectionnement des professionnels de la presse et de la communication. Les participants insistent sur l'efficacité et la qualité de cette formation conçue à partir de l'écoute des besoins des professionnels. La généralisation des nouvelles technologies, par exemple, a sans doute pris place dans les métiers de l'information grâce au CAPJC. Les formateurs sont des professionnels compétents de Tunisie ou de l'étranger appelés ponctuellement.

Une commission a été chargée de la consolidation du système de formation au sein du Centre africain de perfectionnement des journalistes et communicateurs (CAPJC) ainsi que de la révision des programmes de l'IPSI, de l'examen des questions de la formation continue et du recyclage des professionnels exerçant dans le secteur.

### L'Algérie

Le responsable du secteur médias au Ministère de la Communication algérien a annoncé qu'il déciderait soit de l'éventuelle création d'un centre spécialisé dans la formation initiale et continue au journalisme, soit du maintien des cycles de formation existants.

Pour l'heure, l'Université d'Alger des sciences politiques et de l'information possède un département «médias et communication». Il s'agit d'un diplôme universitaire sur quatre ans avec une spécialisation en troisième année en communication et relations publiques, sondage d'opinion, presse écrite ou audio-visuelle.

Les universités de Constantine, Oran et Annaba ont également des départements ou des options «sciences de l'information et de la communication». Toutes ces formations restent très théoriques et souvent inadaptées aux besoins du terrain. Quant au niveau des élèves, il est considéré par les professionnels comme faible. Pourtant, le contenu pédagogique des deux premières années de l'Université d'Alger paraît intéressant ; il comprend l'histoire des médias, les sciences juridiques ou la psychosociologie entre autres, mais les stages pratiques y sont trop rares et souvent négligés. D'après des rédacteurs en chef, l'enseignement universitaire est inadapté aux besoins. De plus, toutes ces universités proposent des formations en arabe alors que la plupart des journaux sont publiés en français.

L'Université de Blida tente de mener un projet de création d'une filière de journalisme scientifique en collaboration avec l'ESJ-Lille et l'Université de Lille 1. Hormis les formations privées en communication axées essentiellement sur la formation à l'outil informatique, il n'y pas encore d'établissement privé d'enseignement au journalisme. Néanmoins, le syndicat des journalistes d'Algérie fait des efforts d'encouragement des professionnels en organisant des cycles de formation.

## BIBLIOGRAPHIE DES AUTEURS

### Amérique du Nord

Colette Brin est professeure agrégée au Département d'information et de communication de l'Université Laval au Québec. Ses travaux portent sur la sociologie du journalisme et des médias, en particulier à la lumière des changements récents et en cours du métier et de l'industrie. Elle a co-dirigé, avec ses collègues Jean Charron et Jean de Bonville, « Nature et transformation du journalisme » (2004). Parmi ses projets en cours : des études sur le journalisme économique, l'influence de la convergence sur le contenu des nouvelles, la crédibilité des médias et l'histoire du journal télévisé.

Anne-Marie Brunelle est actuellement étudiante à la maîtrise en communication publique à l'Université Laval. Elle travaille sur le rôle des politiques publiques en matière de diversité de la presse. Journaliste depuis 1998, elle a été éditrice du magazine indépendant Recto Verso de 1998 à 2004. Elle a écrit une série de portraits pour les Éditions du Remue-ménage (2005) et a collaboré à la rédaction du livre « Le journalisme radiophonique », publié par la professeure Dominique Payette.

### Brésil

Journaliste depuis 1986 dans diverses publications de la presse alternative, Antonio Martins est fondateur et directeur de l'édition brésilienne du *Monde Diplomatique* depuis 1999. Il est également impliqué dans la construction d'espaces informatifs numériques et dans l'étude des mutations que la «Communication Libre Partagée» implique sur l'évolution du journalisme et la formation des journalistes. Il a participé au lancement du Forum Social Mondial dont il est membre du Conseil International.

### Chine

Agnès Gaudu est sinologue et journaliste de formation. Elle a longtemps couvert l'actualité chinoise en tant que journaliste freelance, avant de devenir responsable de la rubrique Chine pour l'hebdomadaire *Courrier International* en 1997.

### Italie

Luca Garosi est journaliste indépendant depuis 2001. Après une maîtrise en économie et commerce, il suit le stage de pratique journalistique à l'École de journalisme radio télévision de Pérouse. En 2000 il entre à la RAI où il est successivement consultant multimedia (conception et réalisation de "RAI Click"), puis journaliste à la rédaction "RAI Net News". Il est aujourd'hui en charge de la gestion et de la mise à jour du site web du service "RAI Televideo". Luca Garosi est également enseignant de "journalisme multimedia et de convergence" à l'École de journalisme radio télévision de Pérouse ainsi que de journalisme en Master de "Critique journalistique".

## Maghreb

Journaliste indépendante depuis dix ans, spécialisée dans les pays du Maghreb, Rim Mathlouti, née en France et d'origine tunisienne, réalise des reportages de société pour la télévision française (France Télévision, Arte). Elle vit depuis 2005 au Maroc d'où elle étudie le Maghreb.



La Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'homme (FPH), est une fondation indépendante de droit suisse, basée à Paris, qui soutient l'émergence d'une communauté mondiale. Elle travaille principalement autour des grandes questions de gouvernance, d'éthique et de nouveaux modèles de développement. La FPH est à l'origine de la création d'alliances citoyennes socioprofessionnelles. À ce titre, elle soutient l'alliance internationale de journalistes en tant qu'entité fondatrice mais aussi par son financement.

L'alliance internationale de journalistes est un espace constructif qui favorise l'échange et le débat, à travers le monde, avec l'ambition de créer de l'intelligence commune et du pouvoir collectif pour peser sur les pratiques journalistiques dont personne ne peut plus ignorer l'impact. Ouverte aux professionnels de l'information et à son public, l'alliance travaille sur la responsabilité des journalistes et la responsabilité des médias envers la société.

La collection «Journalisme responsable» regroupe des livrets thématiques relatifs à l'éthique, la déontologie, la qualité de l'information, la régulation ou l'auto-régulation de la profession, etc.

Sont déjà parus dans cette collection

en mars 2008 :

- **Sociétés de rédacteurs, sociétés de journalistes**, Bertrand Verfaillie
- **Médiateurs**, Frédérique Béal
- **Conseils de presse**, Gilles Labarthe

en juillet 2009 :

- **Formation au journalisme, formation des journalistes**, Bertrand Verfaillie
- **Formation des journalistes à l'éthique professionnelle**, Nathalie Dollé
- **Des formations au journalisme à travers le monde**, Collectif

en novembre 2010 :

- **Journalisme : la transmission informelle des savoir être et savoir-faire**, Thomas Ferenczi



## **Journalisme responsable**

une collection de regards  
sur l'éthique journalistique

« Ce livret ne prétend pas attribuer de bons ou de mauvais points mais au contraire resserrer les liens communs à une même profession, qu'elle soit exercée à Pise, Tunis, Shanghai, Bahia, Boston ou Montréal. Alors que le secteur cherche à s'inventer un avenir (...), il nous est simplement apparu intéressant d'aller voir "ailleurs". »

DES FORMATIONS AU JOURNALISME  
À TRAVERS LE MONDE

Amérique du Nord par Colette Brin  
et Anne-Marie Brunelle

Brésil par Antonio Martins

Chine par Agnès Gaudu

Italie par Luca Garosi

Maghreb par Rim Mathlouti